

REPUBLIQUE FRANCAISE

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE**

Service de la production et des marchés Sous-direction de l'élevage et des produits animaux 3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS SP07 ☎ 01 49 55 45 39	CIRCULAIRE DPEI/SPM/C2000-4036 DATE : 01 AOÛT 2000
---	--

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE

CIRCULAIRE

**RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE, A LA MARTINIQUE, D'UN PROGRAMME GLOBAL DE SOUTIEN DES ACTIVITES
DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS LOCAUX DANS LES SECTEURS DE L'ELEVAGE ET
DES PRODUITS LAITIERS**

- Règlement CEE n° 3763/91 du Conseil du 16 décembre 1991 modifié par le règlement CE n° 2598/95 du 30 octobre 1995,
- décision de la Commission européenne en date du 20 décembre 1999 portant approbation du programme d'actions pour l'an 2000.

Objet : préciser le dispositif d'application, les conditions d'exécution, les procédures retenues et les contrôles.

Références

- Décret n° 97-68 du 27-01-1997 modifiant le décret n° 84-356 du 11-05-1984 portant création d'un office de développement de l'économie agricole dans les départements d'Outre-mer.
- Arrêté du 11 décembre 1998 portant agrément de l'ODEADOM comme organisme payeur au sens du règlement (CEE) n°729/70 du Conseil européen du 21 avril 1970 pour certaines dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section Garantie.

Période d'application : 2000

PLAN DE DIFFUSION	
POUR EXECUTION	POUR INFORMATION
M. le Préfet de la région et du département de la Martinique (2 ex)	M. le Directeur des affaires économiques, sociales et culturelles du secrétariat d'Etat à l'Outre-mer.
M. le Directeur de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (3 ex)	M. le Directeur de l'OFIVAL
M. le Directeur de l'ODEADOM (15 ex)	M. le Directeur de l'ONILAIT
Interprofession AMIV	ACOFA
	RESERVE (50 ex)
Les exemplaires destinés à l'interprofession AMIV sont envoyés directement par le Directeur de l'agriculture et de la forêt de la Martinique.	

INTRODUCTION :

L'article 9 bis du règlement (CE) n° 2598/95 du Conseil du 30 octobre 1995 prévoit, pour une période quinquennale 1996 à 2000, l'octroi d'une aide annuelle pour la réalisation à la Martinique d'un programme global de soutien des activités de production et de commercialisation des produits locaux dans les secteurs de l'élevage et des produits laitiers.

Un projet de programme d'actions 2000, dans sa version définitive de juin 1999 a été présenté à la Commission pour le compte de l'organisation interprofessionnelle AMIV (annexe I).

L'AMIV (Association martiniquaise interprofessionnelle, de la viande et du bétail) regroupe la filière des ruminants (bovins viandes, bovins laitiers, ovins-caprins) et la filière hors sol (porcins, volailles et lapins).

La décision de la Commission européenne en date du 20 décembre 1999 porte approbation de ce programme. Elle fixe le concours financier de la Communauté à un montant maximum de 1 870 000 Euros ; le taux de conversion étant de 6,55957 F pour un Euro (annexe I bis).

La présente circulaire a pour objet de préciser :

- le champ d'application,
- les modalités générales et financières,
- les modalités particulières relatives à la réalisation des actions,
- les procédures de suivi des actions par les autorités compétentes,
- le paiement et le reversement des aides,
- les contrôles.

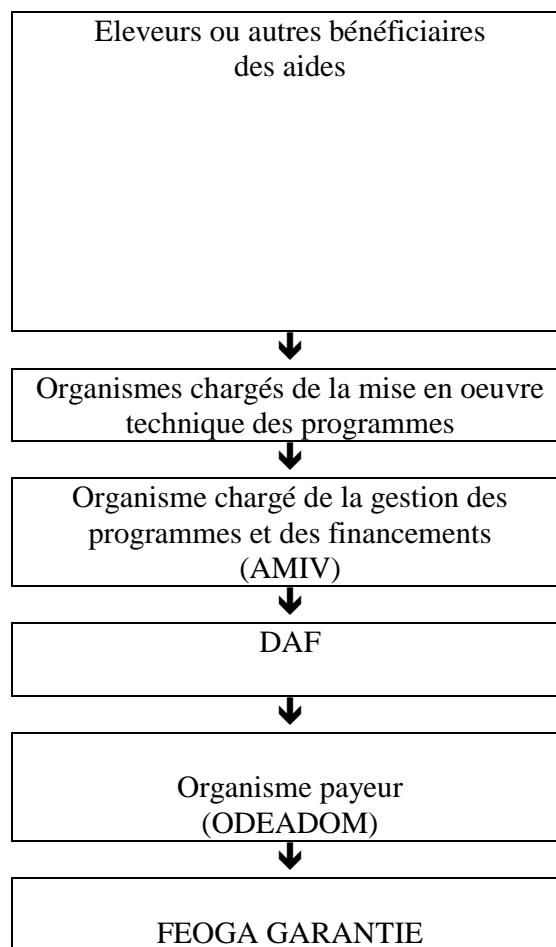
1 CHAMP D'APPLICATION

L'AMIV est chargée de gérer l'ensemble des actions bénéficiant d'aides de l'union européenne. Les bénéficiaires finaux des aides s'engagent à respecter les obligations définies soit dans des cahiers des charges, soit dans des règlements internes, soit dans des conventions spécifiques.

Pour certaines actions (l'aide forfaitaire aux exploitations et l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles) les producteurs souscrivent des engagements vis-à-vis de l'AMIV, mais aussi vis-à-vis des organismes de production auxquels ils adhèrent.

L'AMIV se trouve en relation directe ou indirecte avec différents intervenants ou organismes publics dans le circuit de financement. Les positions de chacun sont précisées dans le schéma ci-dessous :

Au niveau national, l'aide est payée par l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'Outre-mer, tel que le prévoit le décret 97-68 du 27-01-97 étendant les compétences de l'Office pour la gestion des aides spécifiques POSEIDOM ainsi que l'arrêté d'agrément du 11 décembre 1998 y afférent.



2 MODALITES GENERALES ET FINANCIERES

L'enveloppe financière globale éligible s'élève à 1.870.000 Euros, soit 12 266 395,90 FF

Le tableau récapitulatif prévisionnel joint en annexe II détaille pour chacune des actions les enveloppes éligibles.

La répartition de ces enveloppes peut être modifiée en cours d'année en fonction des réalisations constatées et selon les principes suivants :

- à l'intérieur des filières (ruminants et hors sol) et des actions intersectorielles, entre filières et programme d'actions intersectorielles, modulation possible dans la limite de 20 % de leur montant fixé initialement.

Ce redéploiement des enveloppes financières est établi par l'AMIV dans un tableau rectificatif à adresser, au plus tard le 31 décembre 2000, au directeur de l'agriculture et de la forêt, pour visa. Il est transmis à l'ODEADOM dans les meilleurs délais et avant le 31 janvier 2001.

Les modalités de paiement et de reversement des aides sont traitées au chapitre 5.

Le rapport d'exécution annuel qui doit parvenir à la Commission européenne avant le 1^{er} avril 2001, doit être déposé à la Direction de l'agriculture et de la forêt, au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour qu'il puisse être validé et transmis avant le 15 mars 2001 à l'ODEADOM. .

La Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale et d'un représentant de la Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), est notamment chargée de :

- recenser les bénéficiaires susceptibles de recevoir les aides,
- assurer les notations liées au mode de détermination des aides forfaitaires aux exploitations (notations établies en fonction du respect des cahiers des charges et des barèmes s'y rapportant),
- vérifier l'éligibilité des actions,
- suivre le déroulement des opérations,

3 MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA REALISATION DES ACTIONS

3.1 FILIERE RUMINANTS

3.1.1 Aide forfaitaire aux exploitations productrices de bovins-viande

Objectif :

Soutenir la structuration de la filière et inciter les éleveurs à se professionnaliser.

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations destinée à accompagner leurs efforts pour améliorer la quantité et la qualité de la production. L'aide est modulée en fonction de facteurs d'amélioration quantitative (gestion technique, programme alimentaire) et qualitative (programme génétique, niveau de qualité) mis en oeuvre.

Un cahier des charges spécifique au secteur bovin-viande (annexe III) précise les conditions de production (point 3) et les engagements du producteur (point 4). Chaque producteur est tenu de s'engager, par écrit, vis-à-vis de l'AMIV en souscrivant à ce cahier des charges selon un formulaire type agréé par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

La commercialisation des animaux de ces producteurs s'effectue auprès d'une structure coopérative adhérente à l'AMIV, conformément aux conditions définies par cette structure

Calcul du montant de l'aide :

• Principe :

- Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé selon un barème fixé par l'AMIV et joint au cahier des charges.
- Des acomptes peuvent être versés dans la limite de 50 % des montants calculés sur les caractéristiques des exploitations constatées au cours de la période considérée.

➤ Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques de l'exploitation constatées sur l'ensemble de l'exercice (et au prorata temporis pour les éleveurs débutant ou cessant leur activité en cours d'année).

• Détermination de l'aide

Le forfait annuel "**F1**" est la somme de deux forfaits déterminés de la façon suivante :

$$\mathbf{F1 = F1A + F1B}$$

Le forfait annuel "**F1A**" correspond à la partie "naisseur" et égale le produit d'une note (**XA**) intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre, par le nombre de vaches allaitantes présentes (**Nv**) et par une valeur (**V1A**) fixée, dans la limite d'un plafond de 90 Francs, par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

$$\mathbf{F1A = (XA) \times Nv \times V1A}$$

- Le nombre de vaches pris en compte est l'effectif présent déclaré pour la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes) de l'année antérieure pour la demande d'acompte, ramené à celui de l'année en cours pour le calcul final de régularisation
- L'aide est calculé à taux plein pour les 50 premières vaches; elle est ramenée à 25 % du calcul sur les animaux supplémentaires.

Le forfait annuel (**F1B**) correspond à la partie "engraisseur" et égale le produit d'une note (**XB**) intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre, par le nombre d'animaux abattus (**NA**) et par une valeur (**V1B**) fixée, dans la limite d'un plafond de 90 Francs, par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- l'ODEADOM peut procéder à un abattement sur les valeurs V1A et V1B, de telle sorte que l'aide forfaitaire annuelle soit conforme au ratio indiqué par la fiche financière figurant en annexe 2bis, soit 2 940 euros en moyenne par exploitation.

- L'aide est calculée à taux plein pour les 50 premiers animaux; elle est ramenée à 25 % du calcul sur les animaux supplémentaires.
- Les notes (**XA**) et (**XB**) sont déterminées selon le principe retenu au point 2 du cahier des charges et d'après le barème joint, fixé par l'AMIV.

Justificatifs à fournir à l'Office :

➤ pour les acomptes et la régularisation :

- Etats récapitulatifs établis par l'AMIV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide forfaitaire, signé par le Président de la structure coopérative, par le Président de l'AMIV, et validés par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Document indiquant les valeurs V1A et V1B fixées par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

➤ pour la régularisation : pièce complémentaire

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée, signé par le Président de la structure coopérative et le Président de l'AMIV et certifié par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

A l'AMIV :

Dossiers individuels comprenant :

- les différents justificatifs aux notes (**XA et XB**) attribuées,
- l'engagement du producteur (vis-à-vis de la structure, du cahier des charges et du barème).
- les documents de déclaration d'effectifs pour le bénéfice de la PMTVA (au titre des années n-1 et n).

Chez le producteur :

- . Document relatif à la génétique (factures, pedigree),
- . Factures d'aliment,
- . Suivi de la ration,
- . Registre d'étable.

Dans la structure coopérative :

- . Factures d'abattoir,
- . Document suivi d'élevage
- . Factures d'achat et de vente des carcasses par les coopératives.

3.1.2 Aide forfaitaire aux exploitations de bovins lait

Objectif :

Maintenir et développer la production laitière, améliorer l'autosuffisance et développer des exploitations de type familial

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations qui commercialisent auprès d'une coopérative. L'exploitation utilise les services de l'insémination artificielle de la coopérative d'insémination et souscrit à un cahier des charges. L'aide est modulée en fonction de facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre (gestion technique et contrôle de production, programme alimentaire programme génétique, niveau de qualité).

Un cahier des charges spécifique au secteur bovin-lait (annexe IV) précise les conditions de production (point 3) et les engagements du producteur (point 4). Chaque producteur est tenu de s'engager, par écrit, vis-à-vis de l'AMIV en souscrivant à ce cahier des charges selon un formulaire type agréé par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

La commercialisation du lait de ces producteurs s'effectue auprès d'une structure coopérative adhérente à l'AMIV, conformément aux conditions définies par cette structure

Calcul du montant de l'aide :

- **Principe :**

- Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé selon un barème fixé par l'AMIV et joint au cahier des charges.
- Des acomptes peuvent être versés dans la limite de 50 % des montants calculés sur les caractéristiques des exploitations constatées au cours de la période considérée.
- Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques de l'exploitation constatées sur l'ensemble de l'exercice (et au prorata temporis pour les éleveurs débutant ou cessant leur activité en cours d'année).

- **Détermination de l'aide**

Le forfait annuel "F2" est calculé de la façon suivante :

$F2 = (X) \times N_v \times V2$

Le forfait annuel F2 égale le produit d'une note (X) sur 20 intégrant les facteurs d'amélioration qualitative et quantitative mis en œuvre par le nombre de vaches laitières présentes (moyenne sur la période) (N_v) et par une valeur (V2) fixée, dans la limite d'un plafond de 120 Francs, par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- l'ODEADOM peut procéder à un abattement sur la valeur V2, de telle sorte que l'aide forfaitaire annuelle soit conforme au ratio indiqué par la fiche financière figurant en annexe 2bis, soit 1715 euros en moyenne par exploitation.

- L'aide est calculée à taux plein pour les 35 premières vaches laitières; elle est ramenée à 25 % du calcul sur les animaux supplémentaires.
- La note (X) est déterminée selon le principe retenu au point 2 du cahier des charges et d'après le barème joint, fixé par l'AMIV.

Justificatifs à fournir à l'Office :

- pour les acomptes et la régularisation :
 - Etats récapitulatifs établis par l'AMIV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide forfaitaire, signé par le président de la structure coopérative, par le président de l'AMIV, et validés par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
 - Document indiquant la valeur V2 fixée par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- pour la régularisation : pièce complémentaire

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée, signé par le président de la structure coopérative et le Président de l'AMIV et certifié par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

A l'AMIV :

Dossiers individuels comprenant :

- les différents justificatifs à la note (**X**) attribuée,
- l'engagement du producteur (vis-à-vis de la structure, du cahier des charges et du barème).
- les documents de déclaration d'effectifs

Chez le producteur :

- . Documents relatifs à la génétique (factures, pedigree),
- . Factures d'aliment,
- . Suivi de la ration,
- . Registre d'étable.

Dans la structure coopérative :

- . Document suivi d'élevage

3.1.2 Aide forfaitaire aux exploitations productrices d'ovins-caprins

Objectifs :

- maintenir les exploitations engagées dans la production d'ovins d'origine locale et sauvegarder le cheptel caprin à orientation bouchère,
- promouvoir, en ovins, la race "MARTINIK", auprès de ces exploitations par le biais de l'USOM (Unité de Sélection Ovine de la Martinique).

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations destinée à accompagner leurs efforts pour améliorer la quantité et la qualité de la production. L'aide est modulée en fonction de facteurs d'amélioration quantitative (gestion technique, programme alimentaire) et qualitative (programme génétique, niveau de qualité) mis en oeuvre.

Un cahier des charges spécifique au secteur ovin-caprin (annexe V) précise les conditions de production (point 3) et les engagements du producteur (point 4). Chaque producteur est tenu de s'engager par écrit, vis-à-vis de l'AMIV, en souscrivant à ce cahier des charges selon un formulaire type agréé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

La commercialisation des animaux de ces producteurs s'effectue auprès de la structure coopérative adhérente à l'AMIV, conformément aux conditions définies par cet organisme.

Calcul du montant de l'aide :

- **Principe :**

- Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé selon un barème fixé par l'AMIV et joint au cahier des charges.
- Des acomptes peuvent être versés dans la limite de 50 % des montants calculés sur les caractéristiques des exploitations constatées au cours de la période considérée.
- Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques de l'exploitation constatées sur l'ensemble de l'exercice (et au prorata temporis pour les éleveurs débutant ou cessant leur activité en cours d'année).
- Un niveau de livraison nul à la structure agréée entraîne la perte du bénéfice de l'aide forfaitaire. En cas d'adhésion en cours d'année, la note liée à l'adhésion au projet sera calculée au prorata des quantités prévues au barème et du temps écoulé depuis la date d'adhésion.

- **Détermination de l'aide**

Le forfait annuel "**F3**" est égal au produit d'une note (**X**) intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre par le nombre moyen de brebis mères et/ou de chèvres mères présentes sur la période (**Nb.c**) et par une valeur (**V3**) fixée, dans la limite d'un plafond de 15 Francs, par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

$F3 = (X) \times Nb.c \times V3$

- l'ODEADOM peut procéder à un abattement sur la valeur V3, de telle sorte que l'aide forfaitaire annuelle soit conforme au ratio indiqué par la fiche financière figurant en annexe 2bis, soit 1500 euros en moyenne par exploitation.

La note (**X**) est déterminée selon le principe retenu au point 2 du cahier des charges et d'après le barème joint, fixé par l'AMIV.

Le nombre moyen de brebis-mères et/ou de chèvres-mères pris en compte est calculé à partir des registres de bergerie de l'exploitation

Pour les engraisseurs le nombre mensuel moyen d'animaux pris en compte est calculé à partir de celui figurant au registre de bergerie.

L'aide est calculée de la manière suivante :

- jusqu'à 200 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 100 %,
- de 201 à 300 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 70 %,
- à partir de 301 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 50 %.

Pour les engraisseurs, l'aide est calculée dans les mêmes conditions.

Justificatifs à fournir à l'Office :

➤ pour les acomptes et la régularisation :

- états récapitulatifs établis par l'AMIV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide forfaitaire calculée sur la période considérée, signé par le Président de la structure coopérative, par le président de l'AMIV, et validés par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
- document indiquant la valeur V3 fixée par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi de l'AMIV et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

➤ pour la régularisation : pièce complémentaire

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée, signé par le Président de la structure coopérative et le Président de l'AMIV et certifié par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

A l'AMIV :

- Dossiers individuels comprenant :
 - les différents justificatifs aux notes (X) attribuées,
 - l'engagement du producteur (vis-à-vis de la structure, du cahier des charges et du barème),
 - copies des fiches de paie des salariés à plein temps le cas échéant.
- Tableaux de suivi des effectifs moyens mensuels, visés par le président de la structure et par le directeur de l'agriculture et de la forêt pour chaque période considérée.

Chez le Producteur :

Les documents permettant de justifier des effectifs à savoir :

- le registre de bergerie (ovin ou caprin) ou, à défaut, l'inventaire joint au carnet d'agnelage ou les attestations de l'EDE

Dans la structure coopérative :

- les bons de livraison et les factures correspondantes.

3.1.4 Aide au transport, à la collecte et à l'allotement

Objectif :

Abaisser la charge financière du transport, de la collecte ou de l'allotement, étant donné le relief de l'île, l'enclavement et la dispersion des exploitations (filieres bovins-viande, lait et ovins-caprins).

Contenu synthétique :

- a) pour les bovins viande : prise en charge d'une partie des coûts du transport à l'abattoir sous la forme d'une aide forfaitaire à l'animal transporté, ou à la tonne pour le transport des viandes en véhicule frigorifique.
- b) pour les bovins laitiers : prise en charge d'une partie des coûts de la collecte sous la forme d'une aide forfaitaire, fonction du nombre de collectes effectuées,
- c) pour les ovins-caprins : prise en charge d'une partie des coûts de la collecte et de l'allotement, sous la forme d'aides forfaitaires à l'animal collecté et/ou alloté.

Calcul du montant des aides :

sur proposition de la structure coopérative et de la commission d'attribution et de suivi, le président de l'AMIV fixe le montant des aides forfaitaires avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt,

- a) pour les bovins viande, dans la limite d'un plafond de
 - 120,00 Francs par animal transporté,
 - 500,00 Francs par tonne de viande réfrigérée transportée,
- b) pour les bovins laitiers, dans la limite d'un plafond de 80,00 Francs par point de collecte,
- c) pour les ovins caprins, dans la limite d'un plafond de 90,00 Francs par animal transporté.

Justificatifs à fournir à l'Office :

- a) pour les bovins viande, état récapitulatif détaillé des bovins transportés, établi par la structure coopérative selon un ordre chronologique mentionnant les numéros des factures, sur lesquelles figurent les numéros DAB des animaux,
- b) pour les bovins laitiers, état détaillé établi par la structure coopérative, du nombre des collectes effectuées chez chaque éleveur,
- c) pour les ovins et caprins, état récapitulatif détaillé des ovins et caprins collectés ou allotés, établi par la structure coopérative selon un ordre chronologique mentionnant les numéros des factures,

Ces états récapitulatifs sont signés du président des structures concernées, du président de l'AMIV, et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- chez l'éleveur : registres d'étables, registres ovins et caprins, carnets d'agnelage,
- bons de prises en charge et factures sur lesquels doivent figurer les numéros des animaux (DAB pour les bovins),
- états nominatifs des collectes.

3.1.5 Aide à l'insémination artificielle bovine

Objectifs

Accroître la productivité et la qualité du cheptel chez les petits éleveurs
Intégrer les petits éleveurs dans le système organisé

Contenu synthétique et montant des aides

L'aide est versée à la coopérative d'insémination artificielle de la Martinique ; elle est destinée à prendre en charge, dans la limite de 60,00 Francs par insémination :

- le coût de transport pour l'importation de semences en provenance de l'Europe continentale.
- les frais de déplacement des techniciens inséminateurs lors des opérations d'insémination artificielle et de groupage des chaleurs
- 50% du coût d'utilisation de l'azote (utilisation plus élevée en milieu tropical).

Justificatifs à fournir à l'Office

- Etat récapitulatif des dépenses éligibles, établi par le président de l'AMIV sur proposition de la coopérative d'insémination artificielle à partir des documents comptables de la coopérative, vérifié et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Etat récapitulatif et nominatif des inséminations réalisées sur la période, vérifié et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt

Justificatifs disponibles sur place :

- Factures de transport des semences Métropole-CEIAM Martinique,
- Etats des frais de déplacement par inséminateur,
- Factures d'acquisition de l'azote liquide.

3.2 FILIERE HORS-SOL

3.2.1 Aide forfaitaire aux exploitations porcines

Objectifs :

- soutenir la structuration de la filière et inciter les éleveurs à se professionnaliser,
- encourager la production de viande fraîche de qualité.

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations destinée à accompagner leurs efforts pour améliorer la quantité et la qualité de la production. L'aide est modulée en fonction de

facteurs d'amélioration quantitative (gestion technique, programme alimentaire, génétique) et qualitative (programme sanitaire et niveau de qualité) mis en oeuvre.

Un cahier des charges spécifique au secteur porcin (annexe VI) précise les conditions de production (point 3) et les engagements du producteur (point 4). Chaque producteur est tenu de s'engager par écrit vis-à-vis de l'AMIV en souscrivant à ce cahier des charges selon un formulaire type agréé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

La commercialisation des animaux de ces producteurs s'effectue auprès de l'organisme de production auquel ils adhèrent, conformément aux conditions définies par cet organisme.

Calcul du montant de l'aide :

• Principe

- Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé selon un barème fixé par l'AMIV et joint au cahier des charges.
- Des acomptes peuvent être versés dans la limite de 50 % des montants calculés sur les caractéristiques des exploitations constatées au cours de la période considérée.
- Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques des exploitations constatées sur l'ensemble de l'exercice (et au prorata temporis pour les éleveurs débutant ou cessant leur activité en cours d'année).

• Détermination de l'aide

Les exploitations sont de type naisseur, engraisseur, ou naisseur engraisseur.

Un forfait annuel est déterminé pour chacune des spéculations : F4A pour les naisseurs et F4B pour les engraisseurs ; dans le cas des naisseurs-engraisseurs, le forfait annuel "F4" est la somme des deux forfaits déterminés de la façon suivante :

$$\mathbf{F4 = F4A + F4B}$$

Le forfait annuel "F4A" égale le produit d'une note (XA) intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre, par le nombre moyen de truies en production sur la période (Nt) et par une valeur (V4A) fixée, dans la limite d'un plafond de 150 Francs, par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

$$\mathbf{F4A = XA \times Nt \times V4A}$$

- Le nombre de truies pris en compte est l'effectif moyen figurant aux logiciels de gestion technico-économique utilisés par les structures.

Le forfait annuel "F4B" égale le produit d'une note "XB" intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre, par le nombre de truies équivalentes (Nt.e), déterminé en fonction du nombre de porcs engraisés sur la période (14 pour l'année, 7 pour le semestre, 3,5 pour le trimestre...) et par une valeur (V4B) fixée, dans la limite d'un plafond de 150 Francs, par le président de l'AMIV, sur

proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

$F4B = (XB) \times Nt.e \times V4B$

- l'ODEADOM peut procéder à un abattement sur les valeurs V4A et V4B, de telle sorte que l'aide forfaitaire annuelle soit conforme au ratio indiqué par la fiche financière figurant en annexe 2bis, soit 6 500 euros en moyenne par exploitation.

Les notes (XA) et (XB) sont déterminées selon le principe retenu au point 2 du cahier des charges et d'après le barème joint, fixé par l'AMIV.

L'aide est calculée à taux plein pour les 42 premières truies et elle est ramenée à 50 % du calcul pour la part de l'effectif comprise entre 43 et 56 truies, et à 25 % du calcul pour la part de l'effectif au-delà de 56 truies.

Justificatifs à fournir à l'Office.

- *Pour les acomptes:*

- Etat récapitulatif établi par l'AMIV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide signé par le président de la structure de commercialisation, le président de l'AMIV et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- Document indiquant les valeurs V4A et V4B fixées par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- *Pour la régularisation, pièce complémentaire:*

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée, signé par le président de la structure de commercialisation, le président de l'AMIV, et certifié par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

A l'AMIV

- Dossier individuel comprenant :

- les différents justificatifs aux notes (X) attribuées,
- l'engagement du producteur vis-à-vis de la structure de commercialisation, du cahier des charges et du barème..

- Relevés des documents de gestion technique (éditions logiciels) permettant de connaître le nombre moyen de truies en production et leur renouvellement (nombre, taux) dans les élevages sur la période considérée.

- Grille de classification des carcasses

A la structure de commercialisation

Factures de vente de reproducteurs sélectionnés
Factures d'apport et de vente de porcelets et porcs charcutiers.
Bons de livraison
Résultats de gestion technique et effectifs
Plan d'alimentation

Chez l'éleveur

Fiches de pesée
Cahier de l'éleveur
Factures d'achat d'aliment

3.2.2 Aide forfaitaire aux exploitations productrices de lapins

Objectif :

Soutenir les efforts de structuration et de professionnalisation
Inciter à la production de viande fraîche de qualité

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations qui commercialisent auprès d'une structure organisée. L'exploitation souscrit à un cahier des charges. L'aide est modulée en fonction de facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre (gestion technique et contrôle de production, programme alimentaire, programme génétique, niveau de qualité) .

Un cahier des charges spécifique au secteur lapin (annexe VII) précise les conditions de production (point 3) et les engagements du producteur (point 4). Chaque producteur est tenu de s'engager, par écrit, vis-à-vis de l'AMIV en souscrivant selon un formulaire type à ce cahier des charges agréé par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

La commercialisation des lapins de ces producteurs s'effectue auprès d'une structure organisée adhérente à l'AMIV , conformément aux conditions définies par cette structure

Calcul du montant de l'aide :

• Principe :

- Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé selon un barème fixé par l'AMIV et joint au cahier des charges.
- Des acomptes peuvent être versés dans la limite de 50 % des montants calculés sur les caractéristiques des exploitations constatées au cours de la période considérée.
- Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques de l'exploitation constatées sur l'ensemble de l'exercice (et au prorata temporis pour les éleveurs débutant ou cessant leur activité en cours d'année).

• Détermination de l'aide

Le forfait annuel "F5" est calculé de la façon suivante :

$F5 = (X) \times Ncm \times V5$

Le forfait annuel F5 égale le produit d'une note (X) sur 20 intégrant les facteurs d'amélioration qualitative et quantitative mis en œuvre par le nombre de cages mères occupées en permanence par des lapines (synthèse de la gestion technique - Ncm) et par une valeur (V5) fixée, dans la limite d'un plafond de 40,00 Francs, par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validée par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- l'ODEADOM peut procéder à un abattement sur la valeur V5, de telle sorte que l'aide forfaitaire annuelle soit conforme au ratio indiqué par la fiche financière figurant en annexe 2bis, soit 2000 euros en moyenne par exploitation.

- L'aide est calculée à taux plein pour les 75 premières cages mères et elle est ramenée à 50 % du calcul pour la part de l'effectif comprise entre 76 et 150 cages mères, et à 25 % du calcul pour la part de l'effectif au-delà des 150 cages mères.

- La note (X) est déterminée selon le principe retenu au point 2 du cahier des charges et d'après le barème joint, fixé par l'AMIV.

Justificatifs à fournir à l'Office :

➤ pour les acomptes et la régularisation :

- Etats récapitulatifs établis par l'AMIV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide forfaitaire, signé par le président de la structure coopérative, par le président de l'AMIV, et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Document indiquant la valeur V5 fixée par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

➤ pour la régularisation : pièce complémentaire

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée, signé par le président de la structure organisée et le président de l'AMIV et certifié par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :***A l'AMIV :***

Dossiers individuels comprenant :

- les différents justificatifs à la note (**X**) attribuée, dont les résultats de gestion technique GT CLAP
- l'engagement du producteur (vis-à-vis de la structure, du cahier des charges et du barème).
- les documents permettant d'attester des effectifs

Chez le Producteur :

- . Dans le cas d'une note génétique égale à 20, documents attestant de l'origine des reproducteurs (cf cahier des charges et barème),
- . Factures d'aliment,
- . Programme de conduite d'élevage.

Dans la structure organisée :

- . Documents de suivi d'élevage
- Factures d'apport

3.2.3 Aide à l'amélioration de la qualité des volailles

Objectif :

Amélioration de la qualité des volailles produites selon des modalités conformes aux conditions de production définies au point 3 du cahier des charges (annexe VIII).

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire aux volailles livrées à l'abattoir et destinée à diminuer les surcoûts induits par le respect des obligations du cahier des charges. Les bénéficiaires finaux sont les éleveurs signataires du cahier des charges. Chaque producteur est tenu de s'engager par écrit vis-à-vis de l'AMIV en souscrivant à ce cahier des charges selon un formulaire type agréé par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

Détermination de l'aide :

Cette aide forfaitaire est fixée par le Président de l'AMIV, dans la limite d'un plafond de 2000 Francs par tonne de poids vif de volaille livrée en qualité A, avec un abattement de 10 % sur le montant fixé pour la qualité B, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi en fonction de la demande de la structure coopérative et validée par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.

L'aide est calculée à taux plein pour les 60 premières tonnes. Elle est ramenée à 50 % du calcul pour la part du tonnage comprise entre 61 et 100 tonnes, puis à 25% du calcul pour la part du tonnage supérieur à 100 tonnes.

Justificatifs à fournir à l'Office :

- Etats récapitulatifs des volailles livrées, en nombre et en poids distinguant les catégories A et B, établis par l'AMIV, signés du président de la coopérative concernée, du Président de l'AMIV et certifiés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Document indiquant la valeur forfaitaire de l'aide fixée par le président de l'AMIV, sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt..
- Liste des éleveurs ayant souscrit au cahier des charges, indiquant les surfaces d'élevage et les espèces principalement élevées.

Justificatif disponibles sur place :

- états détaillés par producteur, de la production commercialisée,
- engagement du producteur vis-à-vis de la structure et du cahier des charges,
- bons de prises en charge ou factures d'apport faisant apparaître la classification..

3.2.4 Aide au transport et à la collecte

Objectif :

Réduire la charge financière du transport des porcins, et de la collecte des volailles et des lapins, des élevages vers les abattoirs.

Contenu synthétique :

a/ Pour les porcins :

Prise en charge d'une partie des coûts du transport en bétailière ou en camion frigorifique sous la forme d'une aide forfaitaire par tonne transportée (poids vif pour animaux vivants et poids viande pour le transport frigorifique).

Les bénéficiaires de l'aide sont :

- les organismes effectuant la collecte ou à défaut les éleveurs utilisant les autres circuits de collecte.
- Les organismes effectuant le transport des viandes réfrigérées

b/ Pour les volailles et les lapins :

Prise en charge d'une partie des coûts de collecte sous la forme d'une aide forfaitaire par tonne de poids vif collectée. Les bénéficiaires de l'aide sont les structures correspondantes assurant la collecte, notamment :

- l'abattoir de Saint Pierre pour les volailles
- le groupement des éleveurs de lapins de Martinique (GELMA) pour les lapins.

Calcul du montant des aides :

Les montants des aides forfaitaires de collecte et de transport sont fixés par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi en fonction de la demande de la structure , et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt,

a/ pour les porcins, dans la limite d'un plafond de

- 600,00 Francs par tonne de poids vif,
- 500,00 Francs par tonne de viande réfrigérée,

b/ pour les volailles, dans la limite d'un plafond de 400,00 Francs par tonne,

c/ pour les lapins, dans la limite d'un plafond de 2000,00 Francs par tonne.

Justificatifs à fournir à l'Office :

a/ Pour les porcins

- état récapitulatif établi par l'AMIV des tonnages vifs transportés vers l'abattoir et comprenant les noms des éleveurs et les poids des carcasses (le poids vif est déterminé à partir du poids carcasse multiplié par un coefficient égal à 1,25)
- état récapitulatif établi par l'AMIV des tonnages de viandes transportées mensuellement en camion frigorifique jusqu'aux distributeurs.
- document indiquant la valeur unitaire de l'aide à la tonne de poids vif transportée, fixée par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

b/ Pour les volailles et lapins

- états récapitulatifs établis par l'AMIV des tonnages vifs collectés par les structures concernées, comprenant les noms des éleveurs et les poids vifs collectés.
- document indiquant les valeurs unitaires des aides à la tonne de poids vif collectée, fixée par le président de l'AMIV sur proposition de la commission d'attribution et de suivi, validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Les états récapitulatifs sont signés des responsables des structures concernées, du président de l'AMIV et certifiés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- Pour les volailles et lapins, bons d'enlèvement, de prise en charge ou de livraison,
- Pour les porcs, bons de réception à l'abattoir et factures d'apport des producteurs.

3.3 ACTIONS INTERSECTORIELLES

3.3.1 Actions publipromotionnelles

Objectif :

Favoriser la consommation de viandes locales de qualité produites par le circuit organisé.

Contenu synthétique :

Campagnes de communication, de promotion et de publicité dans la presse, à la radio et à la télévision, ainsi que sur les lieux de distribution.

Créations d'objets publicitaires accompagnant ces campagnes.

L'AMIV utilise pour chaque campagne le contrat type figurant en annexe IX

Calcul du montant de l'aide :

Sur proposition de la commission d'attribution et de suivi, le président de l'AMIV fixe, après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, dans la limite du coût réel Hors Taxes de chaque opération, le montant des aides qui seront soumises à l'agrément de l'ODEADOM.

Justificatifs :

- contrats passés pour chaque campagne publi-promotionnelle,
- documents indiquant le montant des 'aides fixées par le Président de l'AMIV avec accord du Directeur de l'agriculture et de la forêt,
- copies des factures correspondant à chaque contrat, acquittées, portant mention de modalités de paiements, certifiées conformes par le président de l'AMIV et visées par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

3.3.2 3.3.2 Aide à la consommation des produits frais par les collectivités (porcins, bovins et volailles)

Objectif :

Aider les collectivités (cantines scolaires, hôpitaux, etc.) pour l'acquisition de produits frais, locaux, de qualité.

Contenu synthétique :

Prise en charge d'une partie du coût des produits locaux découpés ou transformés et commercialisés auprès des collectivités.

Le bénéficiaire de l'aide est l'organisme chargé de cette découpe et de cette transformation, agréé par l'AMIV et la Direction de l'agriculture et de la forêt.

Calcul du montant de l'aide :

Au maximum 12 % du coût hors taxes des produits découpés ou transformés, commercialisés auprès des collectivités, conformément aux possibilités du programme.

Justificatifs à fournir à l'Office :

- états récapitulatifs des factures de vente aux collectivités, de produits locaux découpés ou transformés, signés du vendeur et du président de l'AMIV, et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- compte-rendus des contrôles effectués

Justificatifs disponibles sur place :

- factures relatives aux états récapitulatifs de vente aux collectivités et bons de livraisons contresignés par l'acheteur,
- copies, le cas échéant, des documents contractuels de vente aux collectivités.

3.3.3 Aide à la découpe : bovins, porcins, volailles.

Objectif :

Atteindre les grandes surfaces en proposant une découpe intermédiaire entre les carcasses et le « prêt à découper » (PAD)

Contenu synthétique

Prise en charge:

- de 50 % des coûts salariaux des agents chargés de la découpe,
- des factures de prestation.

L'aide est versée aux coopératives CODEM, COOPMAR, et SCAM (Abattoirs de Saint-Pierre)

Justificatifs à fournir à l'office

- Etats récapitulatifs des coûts salariaux pris en compte, visés par les présidents des structures concernées et certifiés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Copie des fiches de salaires
- Copies des factures de prestations de découpe, acquittées, portant mention des modalités de paiement et attestées conformes par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Etat récapitulatif des quantités découpées écoulées, visés par les présidents des structures concernées et certifiés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

3.3.4 Aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles

Objectifs

Soutenir l'effort de modernisation et de restructuration fait par les boucheries traditionnelles face aux GMS.

Contenu synthétique

Aide forfaitaire à la mise aux normes de l'équipement.

Les bénéficiaires sont les bouchers régulièrement inscrits à la Chambre des métiers et s'engageant à respecter le cahier des charges de l'annexe X (règles sanitaires et d'hygiène, étiquetage et signalisation de la viande, approvisionnement exclusif auprès des structures de production en viande locale abattue dans les abattoirs du circuit organisé.

Détermination du montant de l'aide

. L'aide est accordée dans la limite de 24 000,00 Francs par boucherie et de 50 % des dépenses éligibles décrites au cahier des charges (annexe X)

Justificatifs à fournir à l'Office

Etat récapitulatif des demandes individuelles, visé par le président de l'AMIV et certifié par le directeur de l'agriculture et de la forêt. Ces états récapitulatifs font apparaître le montant hors-taxes des dépenses éligibles.

- Certificats de réception individuels des équipements établis conjointement par l'AMIV et la direction de l'agriculture et de la forêt., et auxquels sont joints des états récapitulatifs des factures retenues,

Justificatifs disponibles sur place

- Engagements individuels des bouchers vis à vis du cahier des charges.
- Factures acquittées d'acquisition de biens d'équipement

3.3.5 Etudes

3.3.5.1 Mise en place d'un observatoire de la consommation

Objectifs

Etudier et suivre l'évolution de la demande en produits locaux des différentes filières via un panel de consommateurs

Contenu synthétique

Financement du matériel informatique et logistique nécessaire, et des prestations pour :

- la recherche des causes de modification de la consommation,
- l'analyse des circuits de distribution,
- l'harmonisation des campagnes de promotion entre filières.

L'AMIV percevra un montant d'aide dans la limite du coût réel Hors Taxes des dépenses et conformément aux possibilités du programme.

Justificatifs à fournir à l'Office

- Copies des factures, acquittées, portant mention des modalités de paiement et attestées conformes par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Rapports et conclusions des études menées.

3.3.5.2 Secteur porcin

Objectifs

- Etude sur la commercialisation potentielle de la découpe en viande porcine auprès des grandes et moyennes surfaces, des collectivités et des boucheries.
- Etude pour la modernisation et la structuration des ateliers de production porcine

Contenu synthétique

- Prise en charge du financement des études

L'AMIV percevra un montant d'aide dans la limite du coût réel Hors Taxes des études et conformément aux possibilités du programme.

Justificatifs à fournir à l'office

- Cahier des charges des études.
- Copies des factures de prestation d'études, acquittées, portant mention des modalités de paiement et attestées conformes par le Directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Rapport final des études.

3.3.5.2 Secteur Volaille

Objectifs

Effectuer un audit qualité pour la mise en place de la procédure HACCP à l'égard de la restauration collective.

Contenu synthétique

Prise en charge du financement de l'étude.

L'AMIV percevra un montant d'aide dans la limite du coût réel Hors Taxes de l'étude et conformément aux possibilités du programme.

Justificatifs à fournir à l'office

- Cahier des charges de l'étude.
- Copies des factures de prestation de l'étude, acquittées, portant mention des modalités de paiement et attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Rapport final de l'étude.

3.3.6 Formations spécifiques

A) Formation du personnel

Objectifs :

- Secteur porcin :

Assurer la formation technique et commerciale du personnel dans le cadre de la mise en place d'un atelier de découpe et de transformation porcin et dans le respect de la réglementation en vigueur en matière d'hygiène.

- Secteur bovin, ovin et caprin

Assurer la formation du personnel technique à l'encadrement et au suivi des exploitations.

- Secteur volaille :

Poursuivre la formation du personnel de l'abattoir de St Pierre.

Moyens retenu :

- Secteur porcin :

Aide au financement de missions de spécialistes appelés pour la formation du personnel de l'atelier de découpe et de transformation, et le personnel commercial.

- Secteur bovin, ovin et caprin

Aide au financement de sessions de formation par des spécialistes pour le personnel technique.

- Secteur volaille :

Intervention d'un cabinet spécialisé agréé par les services vétérinaires.

Pour l'ensemble des actions de formation :

Calcul du montant des aides :

L'AMIV percevra un montant d'aide dans la limite du coût réel Hors Taxes des opérations de formation.

Justificatifs à fournir à l'Office :

- Etats récapitulatifs dans chaque secteur, des factures supportées par l'AMIV. Ces états mentionnent pour chaque session de formation les conditions de leur déroulement :

- . périodes,
- . noms des formateurs agréés,
- . publics concernés,
- . nombre de stagiaires.
- . factures de prestations des organismes de formation.

Ces états récapitulatif sont signés par le président de l'AMIV et certifiés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- Copies des factures de prestation relatives aux états récapitulatifs, acquittées et portant mention des modalités de paiement, et attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Compte rendus d'évaluation établis par l'AMIV et visés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

B) Formation des éleveurs

Objectifs :

Permettre aux éleveurs d'optimiser leurs connaissances et leurs compétences en matière technique et de gestion de leurs exploitations.

Moyens retenus :

Organisation de sessions de formation des éleveurs adhérents des structures composantes de l'AMIV, intégrant la visites de coopératives et d'exploitations métropolitaines

Calcul du montant des aides :

L'AMIV percevra un montant d'aide dans la limite du coût réel Hors Taxes des opérations liées à ces formations et conformément aux possibilités du programme.

Justificatifs à fournir à l'Office :

Etats récapitulatifs des factures supportées par l'AMIV : prestations, frais de déplacement et de séjour des éleveurs en France métropolitaine. Ces états mentionnent pour chaque session de formation les conditions de leur déroulement :

- . périodes,
- . noms de l'organisme et des formateurs agréés, le cas échéant,
- . type d'éleveurs concernés,
- . nombre de stagiaires.

Ces états récapitulatif sont signés par le président de l'AMIV vérifiés et visés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- Copies des factures de prestation relatives aux états récapitulatifs, acquittées et portant mention des modalités de paiement, et attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Compte rendus d'évaluation établis par l'AMIV et visés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place

Factures relatives aux états récapitulatifs envoyés à l'Office, acquittées, portant mention de la date et du moyen de paiement

3.3.7 Animation et gestion des programmes

Objectif et missions :

Permettre à l'AMIV d'assurer l'animation et la gestion des programmes. L'AMIV est chargée d'élaborer, de mettre en oeuvre et de gérer le programme global de soutien des activités de production et de commercialisation des produits locaux dans les secteurs de l'élevage et des produits laitiers à la Martinique.

L'AMIV arrête un budget relatif à l'exécution de ses missions.

Calcul du montant de l'aide :

Conformément aux possibilités du programme, l'AMIV perçoit une aide calculée sur la base de ses charges telles que figurant au plan comptable général, et limitées au niveau du budget arrêté pour la gestion du programme :

- amortissement des immobilisations au prorata du temps passé à la gestion du programme (sous-classe 28),
- achat de "consommables" hors variations des stocks (sous-classe 60),
- services extérieurs (sous-classe 61),
- autres services extérieurs (sous-classe 62),
- charges de personnel (sous-classe 64),
- charges financières (sous-classe 66).

Des acomptes périodiques peuvent être alloués dans la limite de 70 % de ce budget.

Justificatifs à fournir à l'Office :

➤ pour les acomptes :

- avec la première demande, le budget prévisionnel relatif à l'animation et à la gestion du programme, signé du président de l'AMIV et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt ;
- état des montants de charges relatives à l'animation et à la gestion du programme sur la période considérée, signé du président de l'AMIV et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

➤ pour le solde :

- montant des charges relatives à l'animation et à la gestion des programmes sur l'exercice considéré, signé du président de l'AMIV et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt,
- le compte de résultats et le bilan certifiés conformes par le commissaire aux comptes de l'AMIV.

4 - PROCEDURES

L'AMIV est tenue, avant d'établir les justificatifs prévus au chapitre III, de s'assurer du respect des engagements souscrits par les bénéficiaires des aides, tels que définis :

- dans les cahiers des charges,
- dans les règlements internes,
- dans les conventions spécifiques.

A ce titre, les bénéficiaires s'engagent à conserver pendant une durée d'au moins 4 ans toutes les pièces justificatives nécessaires.

En cas de défaillance d'un des maîtres d'oeuvre secondaires ou de l'AMIV elle-même, la gestion du dispositif sera assurée à titre transitoire par la direction de l'agriculture et de la forêt.

5 PAIEMENT ET REVERSEMENT DES AIDES

5.1 PAIEMENT

- a) L'ODEADOM verse des acomptes trimestriellement sur la base des demandes de paiement présentées par l'AMIV

en cours de réalisation du programme, l'AMIV transmet à la direction de l'agriculture et de la forêt des demandes de paiement, accompagnées des justificatifs des dépenses effectuées, respectivement pour chacun des trimestres, avant le 30 juin 2000, le 31 octobre 2000, le 31 décembre 2000 et le 31 mars 2001.

Certains justificatifs restent sur place, pour des raisons de commodité, à l'attention des organismes contrôleurs (service des contrôles de l'ODEADOM, DAF- DDCCRF - FEOPA – Autres).

Le directeur de l'agriculture et de la forêt transmet, après vérification, ces dossiers complets et conformes à l'ODEADOM, dans le mois suivant leur réception, et au plus tard le 31 juillet 2000, le 30 novembre 2000, le 31 janvier 2001 et le 30 avril 2001.

Le règlement des aides par l'ODEADOM intervient dans les deux mois suivant la date de réception et la constitution conforme des dossiers.

- b) Les actions éligibles doivent être engagées avant le 31 décembre 2000.

- c) Un rapport d'exécution de l'exercice 2000 est élaboré par l'AMIV et validé par la direction de l'agriculture et de la forêt, qui le transmet à l'ODEADOM au plus tard le 15 mars 2001 (cf. chapitre 2).

- d) Le solde de l'aide est versé à l'interprofession au vu des rapports d'exécution et selon les modalités suivantes :

L'AMIV transmet à la direction de l'agriculture et de la forêt sa demande de paiement du solde, accompagnée des justificatifs avant le 31 mars 2001.

Le directeur de l'agriculture et de la forêt transmet à l'ODEADOM, après vérification, ce dossier complet et conforme avant le 31 mai 2001.

Le règlement du solde par l'Office intervient dans les trois mois suivant la réception et la constitution conforme des dossiers, et au plus tard le 15 septembre 2001, soit un mois avant la date de clôture de l'exercice comptable du FEOGA.

En cas de demande d'aides non parvenues à la direction de l'agriculture et de la forêt dans les délais impartis, l'ODEADOM ne pourra pas garantir leur paiement dans les délais attendus. En outre, l'Office pourra refuser le paiement des dossiers qui parviendraient à la DAF au-delà du 30 juin 2001.

- e) L'AMIV est tenue d'inscrire en comptabilité les aides reçues et destinées à être reversées, soit aux maîtres d'oeuvre secondaires, soit à d'autres bénéficiaires finaux.

Pour ce faire, l'ODEADOM précise avec chaque notification de paiement, les imputations par action.

5.2 REVERSEMENT DES AIDES PAR L'AMIV

L'AMIV est tenue de reverser dans un délai maximum de deux mois après réception des sommes payées par l'ODEADOM, les aides revenant aux maîtres d'oeuvre secondaires et aux bénéficiaires finaux. La référence au soutien de l'Union européenne devra être dûment identifiable sur les documents jusqu'aux bénéficiaires finaux.

L'interprofession qui a consenti un préfinancement de ces aides aux bénéficiaires, peut bénéficier de la part de ces derniers de cessions de créances leur permettant de récupérer, le cas échéant, ces préfinancements.

5.3 INFORMATION

L'ODEADOM communique au DAF le montant et les dates des versements ainsi que les réfections éventuellement faites.

6 CONTROLES

Au titre des aides perçues par l'AMIV, plusieurs types de contrôles interviennent.

6.1.CONTROLES EFFECTUES PAR LA DAF

Le rôle de la DAF est précisé par la note DPEI au directeur de l'agriculture et de la forêt du 10 janvier 2000 : il est précisé notamment au tableau relatif à la répartition des opérations de contrôle entre la DAF et l'ODEADOM et son annexe (annexe XI).

6.2.CONTROLES DITS « CONCOMITANTS » EFFECTUES PAR L'ODEADOM

Ils portent :

- sur l'inscription, en comptabilité, des aides perçues ;
- sur le respect des montants à reverser par l'AMIV aux bénéficiaires finaux ainsi que sur les délais de reversement ;

- sur le respect des obligations définies, soit dans les cahiers des charges, soit dans les règlements internes, soit dans les conventions spécifiques.

Les contrôleurs ont communication pour chacune des interprofessions :

- des comptes et relevés bancaires;
- de leurs comptabilités générales et de celles des maîtres d'oeuvre secondaires.

Des contrôles sont réalisés également chez des exploitants pour lesquels les aides versées sont conditionnées au respect d'un cahier des charges.

Ils portent annuellement sur au moins 10 % d'entre elles.

6.3. Les irrégularités constatées sont portées à la connaissance de l'ODEADOM sans délai :

- Elles peuvent faire l'objet de régularisation en fin d'exercice dans le cas des aides forfaitaires aux exploitations ou à la qualité.
- Elles peuvent aussi faire l'objet de reversement de la part du bénéficiaire.

Si elles doivent faire l'objet d'un premier acte de constat administratif ou judiciaire (article 3 du règlement 595-91 du Conseil du 4 mars 1991), elles sont communiquées à la Commission européenne dans le courant des deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre.

6.4 Au titre du R. CEE 4045/89 du Conseil du 21 décembre 1989 modifié par le R. CEE 3094/94 du Conseil du 12 décembre 1994, des contrôles à posteriori seront également réalisés.

Le Sous-Directeur de l'Elevage et
des Produits Animaux

Christian BERGER

7 LISTE DES ANNEXES

- I/** Programme présenté par l'AMIV pour 2000, dans sa version définitive de juin 1999.
- I bis** Décision de la commission des communautés européennes en date du 20 décembre 1999 portant approbation sur le programme présenté par l'AMIV.
- II/** Récapitulatif prévisionnel global des enveloppes financières éligibles par action.
- II bis** Fiche financière
- III/** Cahier des charges - secteur BOVIN VIANDE - pour l'aide forfaitaire aux exploitations, barème pour la détermination de la note, modèle d'engagement des producteurs.
- IV/** Cahier des charges - secteur BOVIN LAIT - pour l'aide forfaitaire aux exploitations, barème pour la détermination de la note, modèle d'engagement des producteurs.
- V/** Cahier des charges - secteur OVIN-CAPRIN - pour l'aide forfaitaire aux exploitations, barème pour la détermination de la note, modèle d'engagement des producteurs.
- VI/** Cahier des charges - secteur PORCIN - pour l'aide forfaitaire aux exploitations, barème pour la détermination de la note, modèle d'engagement des producteurs.
- VII/** Cahier des charges – secteur LAPIN – pour l'aide forfaitaire aux exploitations, barème pour la détermination de la note, modèle d'engagement des producteurs.
- VIII/** Cahier des charges - secteur AVICOLE - pour l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles, modèle d'engagement des producteurs.
- IX/** Contrat type d'action publi-promotionnelle.
- X/** Cahier des charges pour l'aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles
- XI/** Instruction DPEI du 13 janvier 2000 sur les opérations de contrôle (DAF-ODEADOM)

ANNEXE II

Récapitulatif prévisionnel global des enveloppes financières éligibles par action.

**RECAPITULATIF PREVISIONNEL GLOBAL
DES ENVELOPPES FINANCIERES ELIGIBLES PAR ACTION**

RECAPTULATIF DES DEMANDES 2000			
Références selon décision de la commission			
FILIERES	DESIGNATION DE L'ACTION	MONTANT	
1		EUROS	FRANCS
RUMINANTS 11	Aide forfaitaire aux exploitations	590 000	3 870 146,30 F
111	bovins viande	440 000	2 886 210,80 F
112	bovins lait	60 000	393 574,20 F
113	ovins-caprins	90 000	590 361,30 F
12	Aide au transport, à la collecte et à l'allotement	90 000	590 361,30 F
	a) bovins viande	30 000	196 787,10 F
	b) bovins lait	30 000	196 787,10 F
	c) ovins-caprins	30 000	196 787,10 F
	Aide à l'insémination artificielle bovine	20 000	131 191,40 F
TOTAL 1:		700 000	4 591 699,00 F
HORS-SOL 2	Aide forfaitaire aux exploitations	300 000	1 967 871,00 F
21	porcins	260 000	1 705 488,20 F
22	lapins	40 000	262 382,80 F
23	Aide à l'amélioration de la qualité des volailles	260 000	1 705 488,20 F
24	Aide au transport et à la collecte	110 000	721 552,70 F
241	porcins	50 000	327 978,50 F
242	volailles	50 000	327 978,50 F
243	lapins	10 000	65 595,70 F
TOTAL 2:		670 000	4 394 911,90 F
INTERSECTORIEL LES 3			
31	Actions publipromotionnelles	130 000	852 744,10 F
32	Aide à la consommation de produits frais (porcins, bovins et volailles)	40 000	262 382,80 F
33	Aide à la découpe en bovins et porcins et volailles	30 000	196 787,10 F
34	Aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles	20 000	131 191,40 F
35	Etudes	40 000	262 382,80 F
351	observatoire de la consommation	20 000	131 191,40 F
352	secteur porcin	10 000	65 595,70 F
353	secteur volaille	10 000	65 595,70 F
36	Formations spécifiques	60 000	393 574,20 F
361	porcins	10 000	65 595,70 F
362	bovins viande et ovins-caprins	10 000	65 595,70 F
363	secteur volailles	10 000	65 595,70 F
364	éleveurs	30 000	196 787,10 F
37	Animation et gestion du programme	180 000	1 180 722,60 F
TOTAL 3:		500 000	3 279 785,00 F
TOTAL GENERAL :		1 870 000	12 266 396 F

Fiche financière

MARTINIQUE - Application art.9bis (Interprofession) . Programme 2000
(en Millions d'EUROS)

Actions et objectifs 2000				Prog.2000	pour mémoire prog.99	pour mémoire prog.98	pour mémoire prog.97
1.FILIERE RUMINANTS							
1.1 Aide forfaitaire aux exploitations							
Bovins-viande	150 exploitations	2940	Euros/expl	0,44	0,43	0,47	0,42
Bovins-lait	35 exploitations	1715	Euros/expl	0,06	0,06		
Ovins-caprins	60 exploitations	1500	Euros/expl	0,09	0,09	0,09	0,08
1.2 Aide au transport et à la collecte							
Bovins-viande	1800 animaux	17	Euros/tête	0,03	0,03	0,03	0,02
Bovins-lait	2800 collectes	11	Euros/collecte	0,03	0,03	0,03	0,03
Ovins-caprins	2300 animaux	13	Euros/tête	0,03	0,03	0,03	0,03
1.3 Aide à l'insémination artificielle bovine							
	2300 inséminations	9	Euros/insémination	0,02	0,02		
Rappel : aide à la qualité du lait					0,01	0,01	
TOTAL 1				0,70	0,70	0,66	0,58
2. FILIERE HORS-SOL							
2.1 Aide forfaitaire aux exploitations							
Porcins	40 exploitations	6500	Euros/expl	0,26	0,24	0,26	0,22
Lapins	20 exploitations	2000	Euros/expl	0,04	0,04		
2.2 Aide à l'amélioration de la qualité des volailles							
	930 tonnes	280	Euros/tonne	0,26	0,22	0,24	0,21
2.3 Aide au transport et à la collecte							
Porcins	600 tonnes	80	Euros/tonne	0,05	0,04	0,05	0,04
Volailles	930 tonnes	54	Euros/tonne	0,05	0,04	0,06	0,04
Lapins	30 tonnes	330	Euros/tonne	0,01	0,01	0,02	0,04
TOTAL 2				0,67	0,59	0,63	0,55
3. ACTIONS INTERSECTORIELLES							
3.1 Actions publipromotionnelles				0,13	0,13	0,14	0,27
3.2 Aide à la consommation de produits frais				0,04			
Porcins	30 tonnes				0,01	0,06	0,06
Volailles	40 tonnes				0,01	0,08	0,05
Bovins	25 tonnes				0,01		
3.3 Aide à la découpe				0,03	0,03		
3.4 Aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles				0,02	0,09		
3.5 Etudes				0,02	0,02	0,02	0,04
3.6 Formations spécifiques					0,03	0,04	0,10
Personnel				0,03			
Eleveurs				0,03			
3.7 Mise en place de l'observatoire de la consommation				0,02			
3.8. Animation et gestion du programme				0,18	0,13	0,18	0,14
TOTAL 3				0,50	0,46	0,52	0,66
TOTAL				1,87	1,75	1,81	1,79

ANNEXE III

Cahier des charges - secteur BOVIN VIANDE - pour l'aide forfaitaire aux exploitations.

Modèle d'engagement des producteurs
Barème pour la détermination de la note

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR BOVIN-VIANDE

AIDE FORFAITAIRE AUX EXPLOITATIONS BOVINES

1. OBJECTIF

Il s'agit de soutenir l'effort de structuration et d'inciter les éleveurs à se professionnaliser pour atteindre une production de 500 tonnes en l'an 2000.

Cette professionnalisation doit permettre à la production locale martiniquaise de s'adapter à la demande des consommateurs par le biais des grandes et moyennes surfaces et les boucheries modernisées.

2. MOYEN RETENU

Le principe d'une aide forfaitaire à l'exploitation a été retenu.

Le montant forfaitaire accordé par exploitation est calculée sur la base d'une note (**X**) calculée à partir des critères suivants :

Critères	Note de 0 à 20	Coefficient	Note
Adhésion au projet	n_1	c_1	n_1c_1
Gestion technique	n_2	c_2	n_2c_2
Génétique	n_3	c_3	n_3c_3
Alimentation	n_4	c_4	n_4c_4
Qualité	n_5	c_5	n_5c_5
Total	$T / 100$	1	$X / 20$

Le forfait annuel « F1 » est la somme de deux forfaits « F1A » et « F1B » déterminés de la façon suivante :

$$* F1A = XA \times Nv \times V1A$$

XA = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre

Nv = nombre de vaches allaitantes présentes

V1A = valeur en francs fixée par la Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV

Le nombre de vaches pris en compte est l'effectif présent déclaré pour la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA). En outre, cette aide est calculée à taux plein pour les 50 premières vaches; elle est ramenée à 25 % du calcul sur l'effectif supplémentaire.

$$* F1B = XB \times NB \times V1B$$

XB = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre

NB = nombre d'animaux abattus

V1B = valeur en francs fixée par la Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV

L'aide est calculée à taux plein pour les 50 premiers bovins abattus; elle est ramenée à 25 % du calcul sur les animaux supplémentaires.

3.CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1.- DESCRIPTION DE LA PRODUCTION LOCALE DE QUALITE

3.1.1- Origine génétique

Bovins de race pure (Zebu Brahman et taureaux européens) et leurs produits croisés.

Les croisements correspondent aux fonctions suivantes :

- . Croisement industriel : taureaux européens sur vaches brahman
- . Croisement d'absorption : taureaux Brahman sur vaches créoles pour produire des taureaux souches.

3.1.2.- Origine géographique

L'ensemble de la Martinique et la Communauté européenne.

3.1.3.- Volume et période de livraison de chaque produit

Objectif : étalement régulier des ventes de bouchers à partir d'un calendrier de naissage.

3.2.- OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Identification

L'identification est réalisée par l'EDE, sous le contrôle du Ministère de l'agriculture et de la pêche, représenté par la direction de l'agriculture et de la forêt (DAF).

3.3.- SANTE DES ANIMAUX - DISPOSITIONS SANITAIRES

Prophylaxie

Les adhérents de la structure agréée par l'AMIV suivent un plan sanitaire d'élevage (PSE) intégrant notamment l'éradication de la tique sénégalaise, et sont suivis par un Vétérinaire Conseil.

3.4.- ALIMENTATION

Les élevages naisseurs utilisent des pâturages tournants naturels ou améliorés avec des variétés tropicales par semis ou bouturage.

Les élevages allaitants sont complémentés à l'herbe. Pendant la période du carême (saison sèche), on utilise de la mélasse et des « amas » de cannes; plus récemment avec du foin humide en balles rondes enrubannées (BRE).

3.5.- MODALITES DE COLLECTE DES ANIMAUX

3.5.1.- Age du sevrage et de l'abattage

Les veaux sont sevrés entre 8 et 10 mois et sont mis à disposition des engraisseurs dès sevrage. Ces animaux sont ensuite abattus entre 20 et 24 mois d'âge.

3.5.2.- Chargement et conditions de transport

Les programmations d'enlèvement sont réalisées par la structure agréée par l'AMIV afin d'organiser les tournées avec un camion bétailière qui peut charger jusqu'à 18 jeunes. L'équipement de l'exploitation en contention est nécessaire.

Les transactions se font sous contrôle du technicien de la structure agréée par l'AMIV.

3.5.3.- Classement

. Définition des catégories :

Les catégories sont définies en fonction du poids de l'animal au sevrage.

. Justificatif

Document d'accompagnement bovin (DAB)

3.6. CONDITIONS D'ABATTAGE.

L'abattage se fait à l'Abattoir Départemental du Lamentin.

4. ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (cf. modèle d'engagement).

Le producteur s'engage à :

- adhérer à la structure agréée par l'AMIV.
- respecter les statuts et le règlement intérieur de la structure,
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3,
- accepter les critères de détermination des aides forfaitaires aux exploitations bovines ci-après.

5. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTRÔLE

La Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide,
- assurer la notation liée au mode de détermination de l'aide forfaitaire pour chaque bénéficiaire (barème joint), et arbitrer avec la DAF le cas échéant,
- vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les conditions de production déterminées au point 3,
- suivre le déroulement de chaque opération,
- établir un rapport avec chaque demande d'acompte ou de solde

La Commission recueillera les avis de techniciens spécialisés dans le secteur bovin (Etablissement Départemental de l'Elevage ou tout autre organisme qualifié).

BAREME BOVINS-VIANDE

Détermination de la note

1°- ADHESION AU PROJET

Les éleveurs s'engagent à respecter la règle d'apport, à savoir à apporter 100 % de leur production à la structure agréée par l'AMIV (cf. modèle d'engagement du producteur).

Le non respect de cette règle entraîne l'annulation de la demande.

2°- GESTION TECHNIQUE

COEF. : 0,30

La notation se fait en fonction de l'existence des éléments suivants :

Critères	Note (sur 20)
couloir de contention	10
Clôture	2,5
Accessibilité	2,5
tenue du registre d'étable	5

3°- GENETIQUE

COEF. : 0,10

Pour les **naisseurs**, le critère retenu est relatif au potentiel génétique apporté :

Critères	Note (sur 20)
60 % des vaches ou plus sont saillies par utilisation de l'insémination artificielle ou par un taureau améliorateur (inscrit à un livre généalogique)	20

Pour les **engraisseurs** : l'effort génétique est difficile à apprécier; de plus il échappe à la volonté de l'éleveur. La note moyenne obtenue sur l'ensemble des autres critères (adhésion, gestion technique, alimentation et qualité) est appliquée par défaut à ce critère.

4°- ALIMENTATION

COEF. : 0,20

Pour les **engraisseurs à l'herbe** et les **naisseurs**, les critères sont les suivants :

Critères	note (sur 20)
amélioration des pâturages (variétés)	7
Entretien des savannes, (fumures, irrigation)	7
Rotation des parcelles	3
Abreuvoirs sur parcelles	5

Pour les **engraisseeurs en box**, la note est fonction du suivi (ou non) d'un plan d'alimentation fourni par la CODEM.

Suivi du plan d'alimentation fourni par la CODEM	Note (sur 20)
Suivi du plan d'alimentation	15
Dispositif d'alimentation	5

5°- QUALITE

COEF. : 0,40

Pour les **engraisseeurs**, on tient compte du pourcentage d'**animaux de boucherie** classés en catégories 1S et 1 correspondant aux classes EURO de la grille EUROPE.

:

Pourcentage livré en 1S et 1 (EURO)	Note (sur 20)
< 30	0
[30 - 59]	15
[60	20

Le tableau ci-dessous donne la correspondance entre la classification « martiniquaise » maintenant abandonnée pour les bovins et la grille EUROPE

Taurillons	1 S	AO1, AO2, BO1, BO2, AO3, BO3, BU3, AU3
Taurillons	1	AP2 , BP2, AP3, BP3, AU4, BU4
Génisses	1S	ER2, EO1, EO2, EO3
Génisses	1	EP2, EO4, EU3
Vaches	1S	DR1, DR2, DO1, DO2
Vaches	1	DR3, DO3, DP2

Pour les **naisseurs**, on tient compte d'un pourcentage selon qu'il s'agit de **vaches de réformes** et de **sevrés**

Pourcentage vaches de réforme livrées en 1S - 1 - 2 - 3	Note (sur 20)	Pourcentage sevrés livrés en catégorie 1 (réf. grille poids/âge)	Note (sur 20)
< 30	0	< 30	0
[30 - 59]	10	[30 - 59]	10
[60	20	[60	20

Le tableau ci-dessous donne la correspondance entre la classification « martiniquaise » maintenant abandonnée pour les bovins et la grille EUROPE

Vaches	1S	DR1, DR2, DO1, DO2
Vaches	1	DR3, DO3, DP2
Vaches	2	DR4, DO4, DP3
Vaches	3	DR4, DO4, DU4

La **note finale** de ce critère égale la moyenne pondérée « réformes » et « sevrés »

6*- COEFFICIENTS (rappel):

Les coefficients retenus pour l'attribution de la note finale sont les suivants :

Critères	Coefficient
adhésion au projet	-
gestion technique	0,3
Génétique	0,1
Alimentation	0,2
Qualité	0,4
TOTAL	1

Pour un éleveur débutant son activité en 2000, et par dérogation pour le versement des acomptes, le nombre de vaches est celui figurant sur le registre d'étable, certifié par l'EDE.

L'effectif final retenu lors de la régularisation pour solde correspond à celui de la déclaration PMTVA 2000.

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de de bovins-viande

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide forfaitaire aux exploitations bovines prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

**certifie être adhérent à la coopérative des éleveurs de la Martinique (CODEM),
m'engage à :**

- **respecter les statuts et le règlement intérieur de cette coopérative, notamment la règle de l'apport total (100 %) de ma production à la CODEM,**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000**
- **accepter les critères de notation figurant au barème retenu pour l'aide forfaitaire aux exploitations bovines.**

Fait à

le 2000

- (1) rayer la mention inutile.
- (2) engraisseurs uniquement.

ANNEXE IV

Cahier des charges - secteur BOVINS-LAIT - pour l'aide forfaitaire aux exploitations.

Barème pour la détermination de la note

Modèle d'engagement des producteurs

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR BOVIN LAIT

AIDE FORFAITAIRE AUX EXPLOITATIONS LAITIÈRES

① OBJECTIF

Il s'agit de promouvoir et de soutenir le développement d'exploitations laitières de type familial pour atteindre une production de 1 200 000 litres de lait en l'an 2000.

② MOYEN RETENU

Le principe d'une aide forfaitaire à l'exploitation a été retenu. Le montant forfaitaire accordé par exploitation est calculé sur la base d'une note (X), calculée sur les critères suivants :

Critères	Note de 0 à 20	Coefficient	Note
Adhésion au projet	N1	C1	N1C1
Gestion technique et contrôle de production	N2	C2	N2C2
Amélioration génétique	N3	C3	N3C3
Alimentation	N4	C4	N4C4
Qualité du lait	N5	C5	N5C5
TOTAL	T/100	1	X/20

Le forfait annuel « F » est le résultat de l'équation suivante :

$$F2 = X \times NV \times V2$$

X = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en œuvre

NV = nombre de vaches laitières présentes (moyenne des effectifs mensuels)

V2 = valeur en francs fixée par la commission d'attribution et de suivi de l'AMIV

L'aide est attribuée à taux plein pour les 35 premières vaches laitières. Elle est ramenée à 25 % du calcul sur l'effectif supplémentaire

③ CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1. DESCRIPTION DE LA PRODUCTION LOCALE DE QUALITE

3.1.1. – Origine génétique

Bovins de race laitière pure (Prim'Holstein et Brune des Alpes) et leurs croisements (dans la mesure où il s'agit d'un croisement d'absorption clairement défini).

3.1.2. – Origine géographique

L'ensemble du département et communauté européenne

3.2. OBLIGATION REGLEMENTAIRES

3.2.1. – Le produit

Le lait doit être le produit intégral de la traite d'une vache en bon état de santé, bien nourrie et non surmenée. Il ne doit contenir ni colostrum, ni traces d'antibiotique et autres produits médicamenteux.

3.2.2. – Identification

L'identification est réalisée par l'EDE selon la législation en vigueur

3.3. SANTE DES ANIMAUX – DISPOSITIONS SANITAIRES

3.3.1 Prophylaxie

Les adhérents de la structure agréée par l'AMIV suivent un plan sanitaire d'élevage (PSE) intégrant notamment l'éradication de la tique sénégalaise et la prophylaxie obligatoire concernant la brucellose et la tuberculose.

3.4. ALIMENTATION

Les élevages devront utiliser la technique du pâturage tournant naturel ou amélioré avec des variétés tropicales.

Les techniques de conservation des fourrages peuvent être utilisées pour l'alimentation des troupeaux.

Durant la lactation, les vaches devront être supplémentées en aliment concentré et en aliment minéral.

3.5. MODALITES DE COLLECTE

3.5.1. – Stockage du lait

Le stockage du lait se fait à la ferme dans des tanks réfrigérés. Les tanks réfrigérés sont la propriété de la coopérative qui les met à disposition des éleveurs, et ce gratuitement.

3.5.2 – Le ramassage

Le lait est régulièrement collecté chez les éleveurs en fonction de la production et du calendrier défini par la coopérative.

3.5.3. – Le classement

- définition des catégories : les catégories sont définies en fonction de nombre de germes totaux/ml de lait. Les analyses sont effectuées par le LABORATOIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES VETERINAIRES.
- Ce classement est défini par la coopérative. Il existe 3 catégories :
 - Catégorie A ouvrant droit à des bonifications
 - Catégorie B paiement au prix normal
 - Catégorie C entraînant des pénalités

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (cf. modèle d'engagement)

Le producteur s'engage à :

- adhérer à la structure agréée par l'AMIV
- respecter les statuts et le règlement intérieur de la structure
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3
- accepter les critères de détermination des aides forfaitaires aux exploitations bovin-lait ci-après.

MODALITES DE CONTROLE ET DE SUIVI

La commission d'attribution et de suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale ? d'un représentant de la direction de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide
- assurer la notation liée au mode de détermination de l'aide forfaitaire pour chaque bénéficiaire (barème joint), et arbitrer avec la DAF le cas échéant
- vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les conditions de production déterminées au point 3
- suivre le déroulement de chaque opération.

La commission recueillera les avis des techniciens spécialisés dans le secteur bovin-lait (établissement départemental de l'élevage ou tout autre organisme qualifié).

BAREME BOVINS-LAIT

Détermination de la note

1°- ADHESION AU PROJET

COEF. : 0,20

La COOPROLAM place parmi ses priorités l'augmentation de la productivité unitaire par vache. Aussi, un barème progressif, incitant les producteurs à livrer à la coopérative, sera appliqué en fonction des résultats quantitatifs moyens des élevages, par vache sur une année:

	NOTE
< 2000 litres de lait	0
2000 <= et <= 3000 litres	10
3000 <= et <= 4000 litres	15
>= 4000 litres	20

2°- GESTION TECHNIQUE

COEF. : 0,20

La notation se fait en fonction de l'existence des éléments suivants :

Critères	Note (sur 20)
Tenue de fiche de carrière des animaux	5
70 % des écart-vélage < 15 mois	3
Contrôle mensuel régulier tenue du registre	7
d'étable et inventaire permanent	5

3°- GENETIQUE

COEF. : 0,10

L'attribution de la note prendra en compte le pourcentage des vaches ayant été inséminées dans l'année.

Critères	Note (sur 20)
De 0 à 20 % du cheptel inséminé	0
De 21 à 30 %	8
De 31 à 50 %	14
51 % et plus	20

4°- ALIMENTATION**COEF. : 0,20**

Critères	note (sur 20)
amélioration des pâturages (variétés, fumures, irrigation)	5
entretien des savanes	5
Présence d'un dispositif fourrager supplémentaire	5
présence d'un point d'eau	5

5°- QUALITE**COEF. : 0,30**

:

Pourcentage des contrôles de la qualité du lait classés en catégorie A	Note (sur 20)
> 70 %	20
[61 - 70]	10
[50 - 60]	5
<50	0

6°- COEFFICIENTS (rappel):

Les coefficients retenus pour l'attribution de la note finale sont les suivants :

Critères	Coefficient
adhésion au projet	0,2
gestion technique	0,2
Génétique	0,1
Alimentation	0,2
Qualité	0,3
TOTAL	1

Pour un éleveur débutant son activité en 2000, et par dérogation, le nombre de vaches est celui figurant sur le registre d'étable, certifié par l'EDE.

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de de bovins-lait

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide forfaitaire aux exploitations bovines prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

certifie être adhérent à la coopérative des éleveurs laitiers de la Martinique (COPROLAM), et à la coopérative d'élevage et d'insémination artificielle de la Martinique (CEIAM) en cas d'utilisation de l'insémination artificielle,

m'engage à :

- **respecter les statuts et les règlements intérieurs de ces coopératives, notamment la règle de l'apport total (100 %) de ma production à la COOPROLAM,**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000,**
- **accepter les critères de notation figurant au barème retenu pour l'aide forfaitaire aux exploitations bovines laitières.**

Fait à

le 2000

(1) rayer la mention inutile.

ANNEXE V

Cahier des charges - secteur OVINS-CAPRINS - pour l'aide forfaitaire aux exploitations.

Barème pour la détermination de la note

Modèle d'engagement des producteurs

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR OVIN-CAPRIN

AIDE FORFAITAIRE AUX EXPLOITATIONS OVINES ET CAPRINES

1. OBJECTIF

Il s'agit :

- pour les ovins, de maintenir un ensemble d'exploitations engagées dans la production de moutons ayant pour origine la population locale et de promouvoir la race « Martinik » en améliorant la qualité.
- pour les caprins, de sauvegarder la population caprine créole à orientation bouchère.

Dans les deux cas, les éleveurs seront amenés à poursuivre l'effort de professionnalisation nécessaire pour permettre à la production locale martiniquaise de s'adapter à la demande des consommateurs.

2. MOYEN RETENU

Une aide forfaitaire à l'exploitation sera versée en fonction des critères retenus par l'AMIV.

Le montant forfaitaire accordé par exploitation est calculée sur la base d'une note (X) calculée à partir des critères suivants :

Critères	Note de 0 à 20	Coefficient	Note
Adhésion au projet	n ₁	c ₁	n ₁ c ₁
Gestion technique	n ₂	c ₂	n ₂ c ₂
Génétique	n ₃	c ₃	n ₃ c ₃
Alimentation	n ₄	c ₄	n ₄ c ₄
Qualité	n ₅	c ₅	n ₅ c ₅
Total	T / 100	1	X / 20

Le forfait annuel, F2, est déterminé de la façon suivante :

$$* F3 = X \times Nb.c \times V3$$

X = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre
Nb.c = nombre de brebis-mères et/ou de chèvres-mères présentes
V3 = valeur en francs fixée par la Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV

Le nombre de brebis-mères et/ou de chèvres-mères pris en compte est celui figurant sur l'inventaire joint au carnet d'agnelage de l'exploitation. L'aide est calculée de la manière suivante :

- jusqu'à 200 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 100 %
- de 201 à 300 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 70 %
- à partir de 301 brebis ou chèvres mères, prise en compte à 50 %.

Pour les engraisseurs, le nombre d'animaux pris en compte est celui figurant sur le registre des ovins caprins dont la tenue à jour est obligatoire dans le cadre de l'IPG. L'aide est calculée de la même façon que celle décrite plus haut.

3. CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1.- DESCRIPTION DE LA PRODUCTION LOCALE DE QUALITE

3.1.1.- Origine génétique

Ovins appartenant à la race ovine Martinik. Cette race se compose des moutons à poils du Bassin Caribéen ; elle regroupe les types suivants :

- le type Créole,
- le type Black Belly,
- le type Blanc,
- le Saint Martin.

Caprins appartenant à la population Créole locale.

3.1.2.- Origine géographique

Animaux nés, élevés, engraisés à la Martinique dans des zones de moyenne à forte pente difficilement cultivables.

La "savane naturelle" compose la majorité du pâturage, on y retrouve essentiellement des graminées telles que *Dichantium* sp et *Paspalum conjugatum*.

L'intensification dans les zones plus humides, au sol plus profond se réalise en grande partie par la mise en place de prairies améliorées à *Digitaria decumbens*, *Bracharia humidicola* et *Panicum maximum*.

3.1.3.- Volumes et périodes de livraison

Les caractéristiques de reproduction des deux espèces autorisent l'organisation de lutttes, avec un maximum de trois lutttes par an.

La planification de ces lutttes est indispensable à la prévision des livraisons.

3.2.- CONDITIONS D'ELEVAGE

3.2.1.- Identification

Les animaux sont identifiés par un numéro apposé à l'oreille conformément à l'identification officielle.

3.2.2.- Enregistrement

Tenue du registre des ovins caprins et du carnet d'agnelage

3.2.3.- Infrastructures

L'éleveur dispose de moyens de contentions indispensables à l'intervention sur le troupeau (claires mobiles ou fixes).

3.3.- SANTE DES ANIMAUX

Application du Plan Sanitaire d'Elevage

Lutte contre les parasites internes par des traitements vermicides mensuels qui n'ont pas encore entraîné de résistance.

Lutte contre les tiques par un traitement hebdomadaire avec un acaricide conformément au POSEIDOM vétérinaire.

3.4.- ALIMENTATION

L'alimentation de base est constituée d'herbe issue de pâturages naturels ou améliorés. La complémentation à partir de concentré intervient pour la préparation des mères à l'allaitement et pour l'engraissement des jeunes.

3.5.- MODALITES DE COLLECTE DES ANIMAUX

A la sortie de l'élevage le numéro EDE ainsi qu'un numéro de travail à quatre chiffres suit l'animal jusqu'au distributeur.

La collecte des animaux est assurée par une bétailière tout terrain répondant aux critères de la réglementation européenne.

Les animaux sont abattus à l'âge de 8 à 12 mois.

3.6.- COMMERCIALISATION ÉTIQUETAGE

Le produit commercialisé est la carcasse, la facture fait état de la date d'abattage, du poids, de l'identification et du classement de la carcasse.

4. ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (cf. modèle d'engagement).

Le producteur s'engage à :

- adhérer à la structure agréée par l'AMIV,
- respecter les statuts et le règlement intérieur de la structure,
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3,
- accepter les critères de détermination des aides forfaitaires aux exploitations ovines et caprines.

5. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTROLE

La Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide,
- assurer la notation liée au mode de détermination de l'aide forfaitaire pour chaque bénéficiaire (barème joint), et arbitrer avec la DAF le cas échéant,
- vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les conditions de production déterminées au point 3,
- suivre le déroulement de chaque opération,
- établir un rapport avec les demandes d'acomptes et de solde

La Commission recueillera les avis de techniciens spécialisés dans les secteurs ovins et caprins (Etablissement Départemental de l'Elevage -EDE, ou tout autre organisme qualifié).

BAREME OVINS-CAPRINS
Détermination de la note

1°- ADHESION AU PROJET

coef. : 0,30

Ce critère est évalué à partir de la productivité commerciale du producteur, soit le rapport entre les quantités brutes (vif) écoulées par femelle en production et une moyenne par espèce (ovin et caprin) reconnue par l'AMIV.

L'aide n'est attribuée qu'aux éleveurs respectant l'apport total ou, par dérogation écrite de la structure, apportant au moins 50 % de leur production à la coopérative

- grille de notation :

moyenne ovine = 20 kg bruts (vifs) produits par femelle et par an,
moyenne caprine = 15 kg bruts (vifs) produits par femelle et par an.

Ovin

Poids bruts	Note (sur 20)
[1 - 9]	0
[10 - 14]	5
[15 - 19]	13
[20 - 24]	15
[25 - 30]	18
> 30	20

Caprin

Poids bruts	Note (sur 20)
[1 - 7]	0
[8 - 9]	5
[10 - 14]	13
[15 - 19]	15
[20 - 25]	18
> 25	20

2°- GESTION TECHNIQUE

coef. : 0,30

La notation se fait de la façon suivante :

Critères	Note (sur 20)
Identification et registre des ovins	15
Tenue du carnet d'agnelage	3
Organisation de lutte (*)	2

(*) programmation naturelle (groupage) des chaleurs

L'absence d'identification et de tenue du registre des ovins entraîne l'annulation de la demande.

3°- GENETIQUE**coef. : 0,10**

Ce critère est lié au respect de la politique génétique de la filière, à savoir l'utilisation de béliers reproducteurs « Martinik » pour les producteurs d'ovins et le maintien de la population caprine locale à orientation viande pour les producteurs de caprins.

Critères ovins	Note (sur 20)
Cheptel de base issu de la population ovine locale	5
SI utilisation de reproducteurs Martinik agréés par l'USOM (1) ...	10
SI contrôle de performances	15
SI sélectionneur	20

(1) USOM = Unité de Sélection Ovine de la Martinique

(2) agrément par la coopérative et la Commission d'attribution et de suivi de

l'AMIV

Critères caprins	Note (sur 20)
1 bouc pour 30 chèvres maximum	20
Autre situation	0

4°- ALIMENTATION**coef. : 0,20**

Ce critère s'apprécie en évaluant de façon individuelle l'intensification au pâturage, soit le rapport entre le chargement (nombre de brebis/chèvres adultes par hectare de pâturage) et un chargement potentiel déterminé par la Coopérative. Ceci est nécessaire compte-tenu de la diversité des conditions d'exploitations (type de sol, topographie, pluviométrie, type de paturage).

D'un commun accord, le potentiel de chargement est précisé sur l'engagement de l'éleveur (cf.modèle d'engagement)

- grille de notation :

Pourcentages/ potentiel de l'exploitation	Note (sur 20)
< 10	2
[11 - 40]	7
[41 - 60]	12
[61 - 80]	17
[80 - 100]	20
> 100	0

5°- QUALITE**Coef. : 0,10**

La qualité des carcasses est évaluée à partir de la grille communautaire de classement des carcasses d'agneaux légers (CEE 3813/89) grille bis (sud), étendue aux caprins compte-tenu de l'inexistence d'une grille européenne pour cette espèce.

Pourcentages en B1 ou C1	Note (sur 20)
< 30 %	5
30 - 49 %	10
50 - 80 %	15
> 80 %	20

6°- COEFFICIENTS (rappels)

Les coefficients retenus pour l'attribution de la note finale sont les suivants :

Critères	Coefficients
Adhésion au projet	0,3
Gestion technique	0,3
Génétique	0,1
Alimentation	0,2
Qualité	0,1
TOTAL	1

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de d'ovins (1) caprins (1)

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide forfaitaire aux exploitations ovines et caprines prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

certifie être adhérent à la société coopérative agricole caprins-ovins de la Martinique (SCACOM)

m'engage à :

- **respecter les statuts et les règlements intérieurs de la coopérative,**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000,**
- **accepter les critères de notation figurant au barème retenu pour l'aide forfaitaire aux exploitations ovines et caprines, notamment mon potentiel d'intensification au pâturage qui est évalué à un chargement de brebis (1) , chèvres (1) adultes ou animaux d'engraissement (1) (2) à l'hectare.**

Fait à

le 2000

(1) rayer la mention inutile.

(2) engraisseurs uniquement.

ANNEXE VI

Cahier des charges - secteur PORCIN - pour l'aide forfaitaire aux exploitations.
Barème pour la détermination de la note
Modèle d'engagement des producteurs

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR PORCIN

AIDE FORFAITAIRE AUX EXPLOITATIONS PORCINES

1. OBJECTIF

Il s'agit de soutenir l'effort de structuration et d'inciter les éleveurs à se professionnaliser pour atteindre une production de 1 000 tonnes en l'an 2000.

Cette professionnalisation doit permettre à la production locale martiniquaise de s'adapter à la demande des consommateurs par le biais des grandes et moyennes surfaces et des boucheries modernisées.

2. MOYEN RETENU

Une aide forfaitaire à l'exploitation sera versée en fonction des critères retenus par l'AMIV.

Le montant forfaitaire accordé par exploitation est calculé sur la base d'une note (X) calculée à partir des critères suivants :

Critères	Note de 0 à 20	Coefficient	Note
Adhésion au projet	n ₁	c ₁	n ₁ c ₁
Gestion technique	n ₂	c ₂	n ₂ c ₂
Génétique	n ₃	c ₃	n ₃ c ₃
Alimentation	n ₄	c ₄	n ₄ c ₄
Qualité	n ₅	c ₅	n ₅ c ₅
Total	T / 100	1	X / 20

Le forfait annuel « F4 » est la somme de deux forfaits « F4A » et « F4B » déterminés de la façon suivante, afin de couvrir à la fois les élevages naisseurs et les élevages engraisseurs :

$$* F4A = XA \times Nt \times V4A$$

XA = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre

Nt = nombre de truies en production (moyenne des effectifs mensuels figurant au logiciel de gestion technico-économique)

V4A = valeur en francs fixée par la Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV

$$* F4B = XB \times Nt.e \times V4B$$

XB = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en oeuvre

Nt.e = nombre de truies équivalentes (en fonction du nombre de porcs engraisés sur la période) retenu par la DAF.

V4B = valeur en francs fixée par la Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV

L'aide est calculée à taux plein pour une première tranche d'effectif (Nt et Nte) puis ramenée à un taux moindre pour l'effectif supplémentaire (cf circulaire)

3. CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1. DESCRIPTION DE LA PRODUCTION LOCALE DE QUALITE

Origine génétique

Le peuplement des élevages est réalisé par le biais des ateliers de multiplication ou de sélection avec des reproducteurs provenant soit d'élevages locaux ou directement d'ateliers de France métropolitaine.

Les races communément autorisées sont celles utilisées dans les différents schémas classiques de sélection ou multiplication français.

Conformément au programme de production et au taux de renouvellement en élevage porcin, les livraisons sont étalées de manière constante sur toute l'année.

3.2. CONDITIONS D'ELEVAGE

3.2.1.- Identification

L'identification des reproducteurs est réalisée en collaboration avec l'Etablissement Départemental de l'Elevage de la Martinique.

3.2.2.- Gestion technique

Tous les élevages sont suivis en gestion technique et technico-économique. Les éleveurs sont encadrés dans les tâches d'enregistrement et d'analyse de résultats par les techniciens des structures agréées par l'AMIV et de l'EDE.

3.2.3.- Bâtiments

Compte tenu des conditions climatiques à la Martinique, les bâtiments sont de type semi-ouverts sur sol bétonné avec une orientation sur caillebotis.

Pour les bâtiments de conception nouvelle, certaines constructions de post-sevrage sont sur copeaux de bois. Les surfaces sont celles que l'on retrouve dans les bâtiments de France métropolitaine.

Pour la gestion d'effluents tous les élevages sont munis de fosses à lisier d'une autonomie de 60 à 90 jours environ.

3.3.- SANTE DES ANIMAUX - DISPOSITIONS SANITAIRES

La Martinique jouit d'une situation sanitaire très saine. Il n'existe aucune maladie réputée légalement contagieuse.

Le programme sanitaire, agréé par la direction des services vétérinaires, est réalisé en collaboration avec le vétérinaire conseil de la structure. Une convention régit les relations entre les deux parties.

3.4.- ALIMENTATION

Les producteurs de porcs utilisent un aliment complet. Ces derniers s'approvisionnent soit chez le fabricant local, soit auprès de la structure.

Certains éleveurs pratiquent uniquement l'engraissement et utilisent de la banane plus un aliment complémentaire.

3.5.- COLLECTE DES ANIMAUX

Les animaux sont abattus à un âge compris entre 5,5 et 6 mois.

Le suivi est réalisé grâce au document de gestion technique qui permet de déterminer l'âge moyen des bandes (une planification est mise en place par le technicien).

Tous les animaux sont marqués par un numéro de tatouage comportant le numéro de chaque éleveur dès l'entrée à l'engraissement, ce qui permet de déterminer leur appartenance au moment de l'abattage.

Les animaux sont chargés très tôt le matin. Ils subissent un jeûne de douze heures avant l'abattage qui a lieu en cours de journée.

3.6.- CONDITIONS D'ABATTAGE

Le marquage et le classement sont réalisés par un agent de la coopérative. Le classement se fait selon une grille établie en collaboration avec l'institut technique du porc (ITP).

La pesée et la pose du ticket d'abattage sont réalisés par les agents de l'Abattoir Départemental du Lamentin.

Après la pesée, les carcasses sont dirigées vers une chambre de ressuage, puis vingt quatre heures après, vers une chambre de conservation à quatre degrés.

4. ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (cf. modèle d'engagement)

Le producteur s'engage à :

- adhérer à une structure organisée adhérente de l'AMIV
- respecter les statuts et le règlement intérieur de cette structure,
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3,
- accepter les critères de détermination des aides forfaitaires aux exploitations porcines

5. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTRÔLE

La Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide,
 - assurer la notation liée au mode de détermination de l'aide forfaitaire pour chaque bénéficiaire (barème joint), et arbitrer avec la DAF le cas échéant,
 - vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les conditions de production déterminées au point 3,
 - suivre le déroulement de chaque opération,
 - établir un rapport avec les demandes d'acomptes et de solde.
- La Commission recueillera les avis de techniciens spécialisés dans le secteur porcin (Etablissement Départemental de l'Elevage -EDE, ou tout autre organisme qualifié).

BAREME PORCIN

Détermination de la note

1°- ADHESION AU PROJET

La règle retenue est celle de *l'apport total*.

Outre la signature de son engagement à respecter le cahier des charges, l'éleveur signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à livrer la totalité de sa production à la coopérative. Il reconnaît explicitement dans cet engagement renoncer à l'aide en cas de non respect de cette règle.

2°- GESTION TECHNIQUE

COEF. : 0,3

Le critère retenu est le *nombre de porcelets sevrés par femelles productives et par an*. Une femelle productive est une femelle en activité, entre la première saillie fécondante et le dernier sevrage. Ce critère est vérifiable au regard des résultats de gestion technique des troupeaux de truies, mise en oeuvre par la coopérative et l'Etablissement Départemental de l'Elevage.

Porcelets sevrés par truie et par an	Note (sur 20)
10 et moins]	0
]10 - 15]	5
]15 - 19]	15
[20 et plus	20

Pour les *naisseurs engraisseurs*, cette note est conservée sur partie engraissement.

Pour les *engraisseurs*, dans l'attente de la mise en place d'une gestion technico-économique de l'engraissement, la coopérative incite ses éleveurs à effectuer régulièrement des pesées.

Ainsi, le critère retenu est la régularité des pesées à l'entrée de l'atelier.

La note est attribuée d'après les fiches ou bordereaux de pesées des lots visés par la structure.

Régularité des pesées à l'entrée de l'atelier	Note (sur 20)
Irrégulière (< 70 %)	0
Régulière (≥70 %)	20

3•- GENETIQUE **COEF. : 0,1**

* Atelier multiplicateur :

En ce qui concerne l'atelier multiplicateur, un cahier des charges a été établi entre la COOPMAR et la SCAPAAG en Métropole (société coopérative agricole pour l'assainissement et l'amélioration génétique du porc).

La note est attribuée par la commission d'attribution et de suivi de l'AMIV, visée du DAF, en fonction du respect ou du non-respect de ce cahier des charges :

Respect du Cahier des charges	Note (sur 20)
NON	0
OUI	20

* Naisseurs et naisseurs engraisseurs : Obligation est faite à ces élevages de s'approvisionner en reproducteurs conformément au schéma mis en place par la COOPMAR.

En ce qui concerne le renouvellement, il s'agit de cochettes et verrats de remplacement provenant d'ateliers de multiplication et de sélection conformément au schéma mis en place par la COOPMAR.

Taux d'approvisionnement / renouvellement	Note (sur 20)
< 80	0
[80 - 99]	15
= 100	20

* Engraisseurs : compte tenu du fait qu'il ne maîtrisent pas le niveau génétique des porcelets qu'on leur livre, ils bénéficient de la note maximale (à condition que tous les porcelets soient livrés par l'intermédiaire de la structure – note 0 dans le cas contraire).

4•- ALIMENTATION **COEF. : 0,2**

Le programme alimentaire (noté sur 20) sert de base à l'attribution de la note qui est calculée de la façon suivante :

Critères	note (sur 20)
* Présence de matériels de distribution, d'alimentation et d'eau	15
* Application du plan d'alimentation fourni par la structure	5

5.1.5. QUALITE

COEF. : 0,4

Pour encourager l'effort de qualité, seules les catégories 1S et 1 ont été retenues.

Pour obtenir au moins une note de 10/20, il faut que 50 % au moins de la production livrée par l'éleveur soit classée en catégories 1S et 1.

Pourcentage livré en 1S et 1	Note (sur 10)
< 50 %	0
[50%	10

Pour ces éleveurs (50 % ou plus en 1S et 1), un complément de points selon la répartition de la livraison est attribué comme suit :

Pourcentage de répartition en 1S / 1S+1	Note (sur 10)
< 20	0
[20 - 39]	4
] 39 - 59]	6
] 59 - 69]	8
] 69 - 100]	10

La note finale (sur 20) est la somme de ces deux notes.

Pour les *naisseurs*, le critère retenu est la régularité de la pesée au sevrage. Par conséquent la note « qualité » des naisseurs sera obtenue de la façon suivante:

Régularité des pesées au sevrage	Note (sur 20)
* Irrégulière < 70 %	0
* Régulière ≥70 %	20

6°- COEFFICIENTS (rappel)

Les coefficients retenus pour l'attribution de la note finale sont les suivants :

Critères	Coefficient
adhésion au projet	-
gestion technique	0,3
génétique	0,1
alimentation	0,2
qualité	0,4
TOTAL	1

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de porcs

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide forfaitaire aux exploitations porcines, prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

certifie être adhérent:

- **à la coopérative de porcs de la Martinique (COOPMAR)**
- **à.....**
(autre structure de commercialisation agréée par l'AMIV),

m'engage à :

- **respecter les statuts et les règlements intérieurs de cette structure (cf. déclaration sur l'honneur),**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000**
- **accepter les critères de notation figurant au barème retenu pour l'aide forfaitaire aux exploitations porcines.**

Fait à

le 2000

ANNEXE VII

Cahier des charges - secteur LAPIN - pour l'aide forfaitaire aux exploitations.

Barème pour la détermination de la note

Modèle d'engagement des producteurs

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR LAPINS

AIDE FORFAITAIRE AUX EXPLOITATIONS PRODUCTRICES DE LAPINS

① OBJECTIF

Il s'agit de soutenir l'effort de structuration et d'inciter les éleveurs de viande de lapins à se professionnaliser pour augmenter leur production.

Il faut inciter à la production de viande fraîche de qualité présentant les caractéristiques du terroir et répondant au cahier des charges élaboré par l'AMIV.

② MOYEN RETENU

Une aide forfaitaire à l'exploitation sera versée en fonction des critères retenus par l'AMIV. Le montant forfaitaire accordé par exploitation est calculé sur la base d'une note (X), calculée à partir des critères suivants :

Critères	Note de 0 à 20	Coefficient	Note
Adhésion au projet	N1	C1	N1C1
Gestion technique	N2	C2	N2C2
Génétique	N3	C3	N3C3
Alimentation	N4	C4	N4C4
Qualité	N5	C5	N5C5
TOTAL	T/100	1	X/20

Le forfait annuel « F5 » est le résultat de l'équation suivante :

$$\mathbf{F5 = X \times Ncm \times V5}$$

X = note intégrant les facteurs d'amélioration quantitative et qualitative mis en œuvre

Ncm = nombre de cages mères occupées en permanence par des lapines (synthèse de la gestion technique)

V5 = valeur en francs fixée par la commission d'attribution et de suivi de l'AMIV

L'aide est attribuée à taux plein pour une première tranche de cages-mères, puis ramenée à un taux moindre pour les cages-mères supplémentaires.

Ce nombre de cages-mères et ce taux sont précisés dans la circulaire d'application.

③ CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1. DESCRIPTION DE LA PRODUCTION LOCALE DE QUALITE

3.1.1. – Définition du produit

Appellation commerciale : « Kompè lapen »

Organisme agréé par l'AMIV.

En associant l'aspect culturel de la tradition au développement économique, la production locale de lapins sera bien ciblée par le consommateur martiniquais et valorisée face au produit d'importation.

3.1.2. – Principales caractéristiques de l'animal

Les caractéristiques de l'animal en ce qui concerne la maternité et l'engraissement sont résumées dans le tableau suivant. Certains critères représentent des objectifs accessibles.

CARACTERISTIQUES DE L'ANIMAL

CRITERES	MOYENNE
LAPINE	
Age à la reproduction	16 à 17 semaines
Poids première saillie	$\frac{3}{4}$ du poids adulte
Durée de la gestation	31 jours
Taux de fécondité	75 à 85 %
Nés totaux / mise bas	8 – 11
Taux de mortalité	2 à 5 %
Sevrés / mise bas	7 à 10
Mortalité mise bas – sevrage	10 à 20 %
Taux de renouvellement	120 à 150 %
Intervalle entre deux mise bas	35 à 45 jours
Age au sevrage	28 à 30 jours
ENGRAISSEMENT	
Durée	42 à 49 jours
Vitesse de croissance	35 à 40 g/jour
Indice de consommation	3 – 3,5
Poids à la vente	2,3 à 2,4 kg

3.1.3. Conduite d'élevage

Elle est rythmée par la reproduction de la lapine.

.Première saillie à l'âge de 17 semaines pour les femelles (ou à 80 % du poids adulte) ; à 20 semaines pour les mâles ;

. On compte un mâle pour 7 à 8 femelles

3.1.4. Origine génétique

Originaire du sud de l'Europe et de l'Afrique du nord, le lapin *Oryctolagus cuniculus* a été introduit depuis quelques années en Martinique. Un élevage traditionnel, constitué de populations locales de lapins créoles nourris exclusivement à l'herbe et logés dans des clapiers en bois, pour l'autoconsommation subsiste. Depuis une quinzaine d'années, la production s'est fortement rationalisée à partir des techniques importées de France (utilisation de cages métalliques, abreuvement automatique, importations de races pures).

3.1.5. Type de croisement

Pour favoriser l'obtention d'animaux homogènes et de qualité, des types de croisement et l'utilisation de races moyennes sont conseillées :

- races moyennes = fauve de bourgogne, Néo-Zélandaise Californienne, Argenté de champagne.
- Utilisation de souche hybrides (Métropole).
- les races géantes sont déconseillées (géant des Flandres), par contre les populations locales de lapins créoles (au phénotype varié) sont autorisées.

3.1.6. Multiplicateurs

Les schémas de multiplication, visant à l'obtention de femelles à haut potentiel de production sont réalisés sous le contrôle du service technique du groupement et en fonction de l'évolution des données génétiques

3.1.7 Modalités de transaction des reproducteurs

Les adhérents qui commandent des reproducteurs à l'extérieur de la Martinique devront en informer la structure agréée par l'AMIV et la D.S.V. pour :

- vérifier l'agrément des fournisseurs
- limiter les risques d'introduction de maladies
- bénéficier d'achats groupés
- faire l'objet de garanties

3.1.8. Aire de production

Elle s'étend sur la Martinique. L'existence de saisons (carême et hivernage) n'affecte pas la production qui se réalise pendant toute l'année. La taille des élevages de la structure agréée par l'AMIV varie de 20 à 150 cages mères.

3.2. CONDITIONS D'ELEVAGE

Le rôle de l'éleveur est primordial car la réussite passe par un sens aigu de l'observation, des enregistrements rigoureux et une conduite d'élevage méticuleuse.

3.2.1. – Déclarations

- . Nomenclature des installations
- . Etat numérique annuel, déclaration des sevrés,
- . Tenue des fiches d'élevage (fiche lapine, fiche mâle)
- . Avis au service technique de toutes modifications survenant au niveau de l'élevage (accident sanitaire, etc...)

3.2.2. – Identification

Les fournisseurs de reproducteurs à la structure agréée par l'AMIV s'engagent à livrer des reproducteurs mâles ou femelles identifiés par tatouage à l'oreille.

Certificat d'origine : chaque lot de reproducteurs sera accompagné d'un document (certificat d'origine) indiquant la raison sociale du vendeur, l'identité du destinataire, la date de livraison, le numéro d'ordre des reproducteurs livrés, le numéro d'identification des ascendants mâles et femelles.

3.2.3 – Document technique

Les documents techniques élaborés par les fournisseurs de reproducteurs à l'intention des éleveurs pourront donner toutes indications jugées utiles sur la zootechnie (croissance, alimentation, habitat, hygiène, conduite du troupeau). Ils pourront mentionner l'utilisation de produits d'hygiène autorisés par la loi.

3.2.4. *Constructions et aménagements*

Les bâtiments devront satisfaire aux recommandations suivantes :

- . locaux fermés,
- . locaux désinfectables,
- . pédiluve (recommandé).

La taille des unités d'élevage est limitée à 150 cages mères (bâtiments de 400 m²).

3.2.5. – *Matériel*

Le matériel devra être agréé par le service technique. Sont obligatoires :

- . les abreuvoirs automatiques
- . les trémies
- . les boîtes à nid.

3.2.6. *Conditions d'ambiance*

Les recommandations pour l'élevage sont :

- . Volume d'air : 0,25 à 0,27 m³/kg P.V.
- . Renouvellement d'air : Maternité : 10 m³/lapine/H
Engraissement : 5 m³/lapine/H
- . Ventilation statique
- . Vitesse d'air au niveau des animaux : 0,2 m/s
- . Température optimum : 16 – 18° C
maximum : 32°C (conditions tropicales)
- . Eclairage : Maternité : 16H/jour
Engraissement : 1 à 4 H/jour est suffisant
- . Densité engraissement : 16 à 18 lapins/m² de cage

3.2.7. *Gestion des effluents d'élevage*

*** Nettoyage et désinfection**

Enlèvement périodique des déjections sous les cages. Nettoyage, désinfection du bâtiment et du matériel à chaque fin de bande.

Désinfection à la flamme, trempage avec une solution désinfectante.

Veiller particulièrement à l'hygiène des boîtes à nid et du système d'abreuvement.

*** Environnement**

Lutter contre : les insectes, souris, rats, et merles. Proscrire les bruits et les visites intempestives. En cas de stockage à l'extérieur, les déjections pourront être valorisées par la pratique du compostage ou la production de biogaz.

3.3. ALIMENTATION

3.3.1 Abreuvement

Eau potable à volonté par abreuvoirs automatiques. En cas d'utilisation d'eau de source faire des analyses. L'eau peut transporter des organismes pathogènes (colibacilles, staphylocoques...). En outre, un excès de certains éléments chimiques peut poser des problèmes.

BESOIN EN EAU

LAPINS ENGRAIS			LAPINES	
AGE	POIDS	EAU (ml)	POIDS	EAU (l)
5	800	130	4 à 4,5 kg	Seule : 0,25 à 0,30
6	1100	210		
7	1420	270		
8	1780	330		
9	2050	350		Avec la portée : 1,5 à 3
10	2300	370		
11	2500	400		

3.3.2 Gamme d'aliments

Le choix de l'aliment doit être effectué en fonction :

- . des objectifs de l'éleveur,
- . des conditions d'ambiance,
- . des conditions sanitaires.

Le groupement fournit aux éleveurs quatre gammes d'aliments satisfaisant aux normes techniques. Aliment d'engraissement, aliment finition, aliment mixte. En cas de problèmes sanitaires tout aliment médicamenteux ou spécialement supplémenté sera utilisé sur prescription du vétérinaire conseil. L'exclusivité en granulés du commerce n'est pas imposée.

Des fourrages ou sous-produits locaux peuvent être utilisés dans l'alimentation du lapin sous réserve de certaines précautions (absence de moisissures, vermifugation).

Consommation d'aliment lapin : lapine : 100 à 400 g/j en fonction du stade de production

Engraissement : 45 g/j à 120 g/j (sevrage à 4 semaines)

Moyenne GMQ : 33 g/j.

3.4. HYGIENE ET PROPHYLAXIE

Les adhérents sont tenus d'assurer aux animaux de bonnes conditions d'hygiène : habitat, respect des normes alimentaires et d'abreuvement, effectuer en temps voulu les vaccinations et traitements prévus par le service vétérinaire conseil en cas de besoin.

3.4.1. - Opérations préventives

*** Prévention de la coccidiose**

Le groupement dispose d'un aliment supplémenté avec de la robénidine. Des traitements occasionnels avec un autre produit anti-coccidien peuvent se réaliser en cas d'inefficacité de l'aliment (accoutumance ou résistance des coccidies).

*** Supplémentation vitaminique et minérale**

Pour les reproducteurs et lapereaux en engraissement, une cure de minéraux liquides et de vitamines est nécessaire après l'administration d'un anticoccidien dans l'eau de boisson.

*** Prévention des troubles respiratoires**

Elle est basée sur :

- . la bonne ambiance du local,
- . la mise en quarantaine des nouveaux animaux,
- . l'élimination précoce des plus atteints.

Traitements et vaccinations possibles dans les cas particuliers après consultation du vétérinaire conseil.

*** Prévention des troubles digestifs**

Elle est basée sur :

- . conditions d'abreuvement et d'alimentation,
- . suppléments vitaminique et minérale,
- . vermifugation des reproducteurs tous les six mois,
- . traitement et vaccinations possibles dans les cas particuliers et après consultation des vétérinaires conseil.

*** Prévention de la gale des oreilles**

Inspection des oreilles chaque mois et utilisation d'un produit anti-gale.

*** Nouveaux animaux**

- . traitement anticoccidien, cure vitaminique et minérale
- . application des règles de réception
- . prévoir des cages de réception nettoyées et désinfectées
- . ne jamais laisser d'animaux en attente (aérodrome, coffre de voiture)
- . au moment de l'installation contrôle du sexe, des yeux, des dents, des pattes, des oreilles et du nez.
- . relevé d'identification (tatouage)
- . vérification certificat sanitaire (vaccins contre la myxomatose, la maladie hémorragique VHD)

*** Accidents sanitaires**

En cas de problèmes sanitaires, aviser le service technique qui transmettra au vétérinaire conseil, de manière à mettre en place un plan d'éradication de la maladie.

3.4.2. Vétérinaire conseil

Chaque élevage fera l'objet d'une visite conseil au moins une fois par an. Le vétérinaire conseil pourra recommander des produits en fonction de l'évolution de la prophylaxie médicale. Il aura accès aux documents de gestion technique individuelle. Il veillera à privilégier la prophylaxie médicale et surtout sanitaire au détriment de l'antibio-prévention. Il consignera par écrit ses observations sur un cahier de visite et notamment les traitements à base d'anti-infectieux exceptionnellement utilisés.

3.5. NORMES DE MISE EN MARCHE

Tout membre s'engage à livrer sa production au groupement qui dispose actuellement d'une tuerie provisoire.

Age d'abattage : 3 mois

Collecte des animaux au poids vif minimum de 2,2 kg

Rendement moyen 56 %

Paieement de l'éleveur au kg de carcasse.

3.5.1. – Commercialisation

Elle est assurée par la structure agréée par l'AMIV qui dispose d'un véhicule frigorifique. Les lapins sont commercialisés soit avec la peau (tradition pays) ou selon la méthode française (sans peau avec foie, reins et poumons sans les manchons).

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (*cf. modèle d'engagement*)

Le producteur s'engage à :

- adhérer à la structure agréée par l'AMIV
- respecter le règlement intérieur de la structure
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3
- accepter les critères de détermination des aides forfaitaires aux exploitations productrices de lapins ci-après.

MODALITES DE CONTROLE ET DE SUIVI

La commission d'attribution et de suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la direction de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide ;
- assurer la notation liée au mode de détermination de l'aide forfaitaire pour chaque bénéficiaire (barème joint), et arbitrer avec la DAF le cas échéant ;
- vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les critères déterminés au point 3 ;
- suivre le déroulement de chaque opération ;
- établir un rapport avec les demandes d'acomptes et de solde.

La commission recueillera les avis des techniciens spécialisés dans le secteur des lapins (établissement départemental de l'élevage - EDE - ou tout autre organisme qualifié).

BAREME LAPIN

Détermination de la note

1°- ADHESION AU PROJET

COEF. : 0,2

La règle retenue est celle d'un **apport égal ou supérieur à 80 % à la structure.**

Une déclaration sur l'honneur est faite par l'éleveur, attestant l'exactitude des informations fournies.

2°- GESTION TECHNIQUE

COEF. : 0,4

Le critère retenu est le nombre de lapereaux livrés par cage-mère et par an.
Ce critère est fourni par le logiciel GT CLAP de la Chambre d'agriculture.

Lapereaux livrés par cage-mère et par an	Note (sur 20)
0-15	0
16-25	6
26-32	10
33-36	13
37-40	15
41-44	17
45-49	19
> = 50	20

3°- GENETIQUE

COEF. : 0,05

L'amélioration génétique consiste à l'**utilisation exclusive** de reproducteurs hybrides ou de races pures achetés chez un multiplicateur en France métropolitaine (races moyennes), agréé par la charte FENALAP et/ou chez un multiplicateur local, s'il existe, et/ou au centre de multiplication INRA de Guadeloupe.

La note attribuée dépend de la production ou non de justificatifs :

Origine des reproducteurs	Note (sur 20)
Sans justificatifs	0
Avec justificatifs	20

4°- ALIMENTATION

COEF. : 0,15

Le critère « indice de consommation global » (IC Global) donné par la gestion technique sert à l'attribution de cette note :

IC Global	note (sur 20)
> 6,0	0
[6,0 – 5,5]	7
[5,4 – 5,1]	12
[5,0 – 4,4]	16
[4,3 – 4,1]	18
[4,0 et moins	20

5°- QUALITE

COEF. : 0,2

Le rendement poids carcasse/ poids vif à l'abattage est pris comme critère pour apprécier la qualité

Rendement carcasse	Note (sur 20)
< 50 %	
[50 – 51]	6
[52 – 53]	10
[54 – 55]	15
[56 – 57]	18
58 et plus	20

6°- COEFFICIENTS (rappel)

Les coefficients retenus pour l'attribution de la note finale sont les suivants :

Critères	Coefficient
adhésion au projet	0,20
gestion technique	0,40
génétique	0,05
alimentation	0,15
qualité	0,20
TOTAL	1

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de lapins

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide forfaitaire aux exploitations productrices de lapins, prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

certifie être adhérent:

- **au groupement des éleveurs de lapins de la Martinique (GELMA)**
- **à.....**
(autre structure de commercialisation agréée par l'AMIV),

m'engage à :

- **respecter les statuts et les règlements intérieurs de cette structure (cf. déclaration sur l'honneur),**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges « lapins » élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000,**
- **accepter les critères de notation figurant au barème retenu pour l'aide forfaitaire aux exploitations productrices de lapins.**

Fait à

le 2000

ANNEXE VIII

Cahier des charges - secteur AVICOLE -
pour l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles
Modèle d'engagement des producteurs.

CAHIER DES CHARGES

SECTEUR AVICOLE

AIDE A L'AMELIORATION DE LA QUALITE VOLAILLES

1. OBJECTIFS

Il s'agit de valoriser la qualité du produit pays, en améliorant la qualité des volailles tout en gardant la spécificité du produit.

2. MOYEN RETENU

Une aide est versée aux producteurs ayant livré leur production de volailles aux abattoirs répondant aux normes européennes et agréés par l'AMIV. Cette aide sera calculée en fonction des quantités livrées (poids vif).

L'aide est calculée à taux plein pour une première tranche de tonnage puis ramenée à un taux moindre pour le tonnage supplémentaire.

Ce tonnage et ce taux sont précisés dans la circulaire d'application.

3. CONDITIONS DE PRODUCTION

3.1 « POULET BO KAIL »

Définition du Produit : « POULET BO KAIL »

3.1.1- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

AGE 49 à 56 jours
 BANDE de 3 000 à 6 000 poulets
 ELEVAGE en bâtiment de 400 m2 sauf pour les existants.

3.1.2.- AIRE DE PRODUCTION

MARTINIQUE

3.1.3.- ORIGINE

Sociétés d'Accoupage agréées par l'AMIV.

3.1.4.- SOUCHES

Souches à croissance intermédiaire agréées par l'AMIV.

3.1.5.- ELEVAGE

Les poussins sont élevés jusqu'à l'abattage dans le même local, avec la possibilité néanmoins de mettre en place une poussinière au démarrage. Le bâtiment doit être ventilé correctement.

3.1.6.- DENSITE

En poussinière, il est possible de démarrer avec 50 sujets par m², puis progressivement d'augmenter les surfaces. En phase de croissance, la densité est variable selon le type de bâtiment :

- * Ventilation statique Ne pas dépasser 12 au m²
- * Ventilation dynamique Ne pas dépasser 17 au m²

3.1.7.- TEMPERATURE

Il faut respecter les températures préconisées par la coopérative.

3.1.8.- CHAUFFAGE

Eleveuses = 1500 poussins

- 1 radiant de 3 000 Kcal pour 800 poussins
- ou 1 radiant de 1 450 Kcal pour 650 poussins

3.1.9.- ABREUVOIRS

- * Au démarrage, il faut ajouter des points d'eau (minisysphoïdes ou minidrinks) :

1 mini syphoïde de 3 l pour 50 à 80 poussins

ou

1 mini drink pour 80 à 100 poussins

- * En phase de croissance, il faut :

1 abreuvoir rond automatique pour 80 sujets

ou

1 pipette pour 50 sujets

3.1.10.- MANGEOIRES

Au démarrage, il faut mettre des plateaux d'alimentation :

1 plateau pour 80 sujets + la chaîne d'alimentation

En phase de croissance il faut une assiette pour 70 sujets.

3.1.11.- LITIERE

10 cm de copeaux de bois mis en place au démarrage (tant que possible éviter les sciures).

Soigner et renouveler la litière en cours d'élevage.

3.1.12.- ALIMENTATION

Suivi du plan d'alimentation préconisé par la coopérative.

3.1.13.- ENLEVEMENTS

La mise en cage doit se faire le matin très tôt selon les recommandations de la coopérative et de l'abattoir.

Les volailles doivent être maniées avec beaucoup d'attention pour éviter les coups et blessures qui entraîneraient un déclassement à l'abattoir.

3.1.14.- ABATTAGE

L'abattage se réalise à « l'ABATTOIR de SAINT PIERRE » qui se trouve à Saint-Pierre.

3.1.15.- CLASSIFICATION

Les poulets abattus sont classés selon les normes de commercialisation pour les viandes de volailles établies au niveau communautaire – Régl. CEE n° 1538/91, JO CE n° 143 du 7 juin 1991 :

- CLASSE A et B : les carcasses de poulets « doivent être intactes, propres..., exemptes de tâches visibles de sang, de fractures et d'ecchymoses graves ».
- de plus, pour être admis en classe A, les carcasses « doivent avoir une bonne conformation... »

Les prix pratiqués sont dégressifs selon les poids obtenus :

- tarif 1 : à partir de 1,750 kg vif soit 1,225 kg de carcasse
- tarif 2 : de 1,5 kg à 1,749 kg vif soit 1,050 kg de carcasse
- tarif 3 : en deçà de 1,5 kg vif et hors appellation « poulet BO KAIL »

3.1.16- OBJECTIF RECHERCHE (conformément à la demande du marché local)

- Age à la vente maximum : 56 jours
- Poids souhaité à la vente : 1,750 Kg vif soit 1,225 Kg éviscéré
- Bon aspect général

3.2« DINDE BO KAIL »

Définition du Produit : « DINDE BO KAIL »

3.2.1.- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

DUREE D'ELEVAGE 98 jours environ

BANDE de 800 à 1.200 dindonneaux

ELEVAGE en bâtiment de 120 à 300 m2.

3.2.2- AIRE DE PRODUCTION

MARTINIQUE

3.2.3.- ORIGINE

France métropolitaine.

3.2.4.- SOUCHES

Médium

3.2.5.- ELEVAGE

Les dindonneaux sont élevés dans le même local pendant toute la durée d'élevage. Au démarrage mise en place d'une poussinière correctement chauffée afin que les dindonneaux soient dans les meilleures conditions pour exprimer leur potentiel. Le bâtiment doit être ventilé correctement. Le débecquage devra être effectué à 15 jours afin d'éviter le piquage entraînant le déclassement des carcasses.

3.2.6.- DENSITE

Au démarrage, mise en place de point de démarrage. Un cercle de 3 à 4,5 m de diamètre limité par une garde de 60 cm en grillage fin ou en feuille de contreplaqué flexible. Les gardes seront élargies selon le comportement des dindonneaux et dédoublées. Chaque cercle devra contenir 300 dindonneaux. En phase de croissance les densités peuvent varier de 6 à 8 têtes au m2.

3.2.7.- TEMPERATURE

Il faut respecter les températures préconisées par la coopérative.

3.2.8.- CHAUFFAGE

1 radiant de 3 000 Kcal pour 300 dindonneaux.

Il est important de contrôler les radiants régulièrement afin d'éviter les accidents dus au chauffage.

3.2.9- MATERIELS

DEMARRAGE	EN ELEVAGE
Abreuvoirs pour 300 dindonneaux 4 abreuvoirs ronds automatiques 2 abreuvoirs syphoïdes	Abreuvoirs 1 abreuvoir suspendu pour 100 sujets
Mangeoires 4 trémies de démarrage 2 mangeoires de croissance	Mangeoires 1 assiette pour 60 sujets

2 alvéoles pour 50 dindonneaux	50 m d'accès pour 1000 sujets
--------------------------------	-------------------------------

Le petit matériel devra être enlevé progressivement une fois que les dindonneaux s'alimenteront correctement.

3.2.10.- LITIERE

15 cm de copeaux de bois mis en place au démarrage (tant que possible éviter les sciures).

Important : Soigner et renouveler la litière en cours d'élevage.

3.2.11.- ALIMENTATION

Suivi du plan d'alimentation préconisé par la coopérative.

3.2.12.- ENLEVEMENTS DES SUJETS

La mise en cage doit se faire le matin très tôt selon les recommandations de la coopérative et de l'abattoir.

Les dindes doivent être maniées avec beaucoup d'attention pour éviter les coups et blessures qui entraîneraient un déclassement à l'abattoir.

3.2.13.- ABATTAGE

L'abattage se réalise à « l'ABATTOIR de Saint-Pierre ».

Les dindes sont abattues à un poids vif de 8 kg.

3.2.14- OBJECTIF RECHERCHE (conformément à la demande du marché local)

- Age à la vente maximum : 98 jours
- Poids souhaité à la vente : 8 vif
- Bon aspect général

3.3« PINTADE BO KAIL »

Définition du Produit : « PINTADE BO KAIL »

3.3.1.- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

DUREE D'ELEVAGE 80 jours environ
 BANDE de 600 à 1.000 pintades
 ELEVAGE en bâtiment de 120 à 200 m2.

3.3.2- AIRE DE PRODUCTION

MARTINIQUE

3.3.3.- ORIGINE

France métropolitaine.

O.A.C. venat de France métropolitaine et accoupage dans un couvoir local

3.3.4.- ELEVAGE

Les pintadeaux sont élevés dans le même local pendant toute la durée d'élevage. Au démarrage mise en place d'une poussinière correctement chauffée afin que les dindonneaux soient dans les meilleures conditions pour exprimer leur potentiel. Le bâtiment doit être ventilé correctement. Le débecquage devra être effectué à 15 jours afin d'éviter le piquage entraînant le déclassement des carcasses.

3.3.5.- DENSITE

En poussinière, il est possible de démarrer avec 50 sujets au m². Puis au cours de l'élevage augmenter progressivement les surfaces. En phase de croissance, la densité ne doit pas dépasser 10 sujets au m².

3.3.6.- TEMPERATURE

Il faut respecter les températures préconisées par la coopérative.

3.3.7.- CHAUFFAGE

1 radiant de 3 000 Kcal pour 500 pintadeaux.

Il est important de contrôler les radiants et la température de la poussinière régulièrement afin d'éviter les accidents dus au chauffage.

3.3.8- MATERIELS

DEMARRAGE	EN ELEVAGE
Abreuvoirs 1 syphoïde de 3 litres pour 60 à 80 sujets	Abreuvoirs 1 abreuvoir suspendu pour 120 sujets
Mangeaoires 1 assiette pour 60 à 80 sujets 1 alvéoles pour 50 sujets	Mangeaoires 1 assiette pour 60 sujets 50 m d'accès pour 1000 sujets

Le petit matériel devra être enlevé progressivement une fois que les pintadeaux s'alimenteront correctement.

3.3.9.- LITIERE

15 cm de copeaux de bois mis en place au démarrage (tant que possible éviter les sciures).

Important : Soigner et renouveler la litière en cours d'élevage.

3.3.10.- ALIMENTATION

Suivi du plan d'alimentation préconisé par la coopérative.

3.3.11.- ENLEVEMENTS DES SUJETS

La mise en cage doit se faire le matin très tôt selon les recommandations de la coopérative et de l'abattoir.

Les pintades doivent être maniées avec beaucoup d'attention pour éviter les coups et blessures qui entraîneraient un déclassement à l'abattoir.

3.3.12.- ABATTAGE

L'abattage se réalise à «l'ABATTOIR de SAINT PIERRE » qui se trouve à Saint-Pierre.

Les pintades sont abattues à un poids vif de 1,7 kg.pour un poids carcasse de1,4 kg.

3.3.13- OBJECTIF RECHERCHE (conformémemnt à la demande du marché local)

- Age à la vente maximum : 80 jours
- Poids souhaité à la vente :1,7 kg vif
- Bon aspect général

3.4 « COQS BO KAIL »

Définition du Produit : «COQS BO KAIL »

3.4.1.- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

DUREE D'ELEVAGE 90 jours environ
 BANDE de 1000 à 2.000 coquelets
 ELEVAGE en bâtiment de 150 à 300 m2.

3.4.2- AIRE DE PRODUCTION

MARTINIQUE

3.4.3.- ORIGINE

France métropolitaine.

3.4.4. SOUCHE

Shaver

3.4.5.- ELEVAGE

Les poussins sont élevés dans le même local pendant toute la durée d'élevage. Au démarrage mise en place d'une poussinière correctement chauffée. Le bâtiment doit être ventilé correctement.

3.4.6.- DENSITE

En poussinière, il est possible de démarrer avec 50 sujets au m². Puis au cours de l'élevage augmenter progressivement les surfaces. En phase de croissance, la densité ne doit pas dépasser 8 sujets au m².

3.4.7.- TEMPERATURE

Il faut respecter les températures préconisées par la coopérative.

3.4.8.- CHAUFFAGE

ou
1 radiant de 3 000 Kcal pour 800 sujets
1 radiant de 1.450 Kcal pour 650 sujets..

Il est important de contrôler les radiants et la température de la poussinière régulièrement afin d'éviter les accidents dus au chauffage.

3.4.9- MATERIELS

DEMARRAGE	EN ELEVAGE
Abreuvoirs 1 syphoïde de 3 litres pour 50 à 80 sujets ou 1 minidrink pour 80 à 100 sujets	Abreuvoirs 1 abreuvoir suspendu pour 80 sujets 1 pipette pour 50 sujets
Mangeaoires 1 assiette pour 60 à 80 sujets 1 alvéoles pour 50 sujets	Mangeaoires 1 assiette pour 70 sujets 50 m d'accès pour 1000 sujets

Le petit matériel devra être enlevé progressivement une fois que les coquelets s'alimenteront correctement.

3.4.10.- LITIERE

15 cm de copeaux de bois mis en place au démarrage (tant que possible éviter les sciures).

Important : Soigner et renouveler la litière en cours d'élevage.

3.4.11.- ALIMENTATION

Suivi du plan d'alimentation préconisé par la coopérative.

3.4.12. PROPHYLAXIE

Les éleveurs doivent suivre le plan de prophylaxie mis en place par le vétérinaire.

3.4.13.- ENLEVEMENTS DES SUJETS

La mise en cage doit se faire le matin très tôt selon les recommandations de la coopérative et de l'abattoir.

Les coqs doivent être maniés avec beaucoup d'attention pour éviter les coups et blessures qui entraîneraient un déclassement à l'abattoir.

3.4.14.- ABATTAGE

L'abattage se réalise à «l'ABATTOIR de Saint-Pierre ».

Les coqs sont abattus à un poids vif de 3,5 à 4 kg.

3.4.15- OBJECTIF RECHERCHE (conformément à la demande du marché local)

- Age à la vente maximum : 90 jours
- Poids souhaité à la vente : 3,5 à 4 kg vif
- Bon aspect général

4. ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR (cf. modèle d'engagement).

Le producteur s'engage à :

- adhérer à structure agréée par l'AMIV ou toute autre coopérative agricole agréée par l'administration;
- respecter les statuts et le règlement intérieur de la structure,
- respecter les conditions de production définies ci-dessus au point 3.

5. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTRÔLE

La Commission d'Attribution et de Suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

- recenser les exploitations susceptibles de recevoir l'aide,
- vérifier l'éligibilité des actions en appréciant les conditions de productions déterminées au point 3,
- suivre le déroulement de chaque opération,
- établir un rapport avec les demandes d'acompte et de solde

La Commission recueillera les avis des techniciens spécialisés dans le secteur avicole (Etablissement Départemental de l'Elevage ou tout autre organisme qualifié).

La structure agréée par l'AMIV devra être en règle au niveau de la direction des services vétérinaires, (agrément DSV sur le programme de prophylaxie).

ENGAGEMENT DU PRODUCTEUR

Je soussigné

éleveur de volailles

domicilié à

demande l'attribution par l'AMIV de l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles, prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9 bis - règlement du Conseil (CE 3763/91 modifié 2598/95)

certifie être adhérent à la société coopérative avicole de la Martinique (SCAM),

m'engage à :

- **respecter les statuts et les règlements intérieurs de la coopérative,**
- **respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de développement et de soutien des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000,**

Fait à

le 2000

ANNEXE IX

Contrat type d'action publi-promotionnelle.

CONTRAT TYPE D’ACTION PUBLI-PROMOTIONNELLE

Entre

l’AMIV (Association Martiniquaise Interprofessionnelle de la Viande) sise à Place d’Armes 97232 le LAMENTIN, représentée par son Président
ci-après dénommée « interprofession »

et

l’Entreprise chargée de communication (.....), représentée par
ci-après dénommée « le publicitaire »

Il est convenu ce qui suit :

*** Article 1 : OBJET DU CONTRAT**

Le publicitaire organisera une campagne de promotion du (ou des) produit (s) désigné (s) ci-après

*** Article 2 : DUREE DE LA CAMPAGNE DE COMMUNICATION**

Les actions de communication prévues au présent contrat se dérouleront sur la période allant du au

*** Article 3 : THEME DE LA CAMPAGNE**

Les thèmes de la campagne sont les suivants :

- définition du produit,
- origine,
- méthodes de production,
- conditions de mise en marché.

*** Article 4 : CIBLE**

Désignation du public visé :

*** Article 5 : METHODES ET SUPPORTS PUBLICITAIRES**

Définition des méthodes de communication et des supports publicitaires retenus (nombre et horaire de passage à la T.V. ou à la radio ; fréquences de diffusion dans la presse ; lieu, durée et fréquence des animations des points de vente, etc...).

*** Article 6 : JUSTIFICATIFS**

Le publicitaire établira une facture détaillée de ses prestations au nom de l'interprofession, accompagnée des justificatifs d'exécution (calendrier de passage des messages audiovisuels, relevés de publication dans la presse locale, nombre de tracts, affiches ou autres supports distribués, un exemplaire de chaque support utilisé, etc....).

** Article 7 : BUDGET*

Le budget global de la campagne est fixé à F se décomposant comme suit :

Désignation de l'action ou du support	Nombre	Coût unitaire	Coût total

** Article 8 : MODALITES DE REGLEMENT*

Le règlement sera effectué par l'interprofession sur présentation des factures établies par le publicitaire, accompagnées des justificatifs mentionnés à l'article 6 du présent contrat.

** Article 9 : ORIGINE DU FINANCEMENT ET PUBLICITE*

Les supports publicitaires écrits devront comporter la mention « campagne financée par l'Interprofession et l'Union Européenne » ou comporter un sigle de reconnaissance équivalent.

** Article 10 : LITIGES*

Les litiges relatifs à l'exécution du présent contrat seront portés devant le tribunal de commerce de Fort de France.

- X -**ANNEXE X**

Cahier des charges de l'action « aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles » à intégrer à partir du programme AMIV 2000

CAHIER DES CHARGES

<p style="text-align: center;">SECTEUR BOUCHERIE TRADITIONNELLE</p>
--

*AIDE A LA MISE AUX NORMES DES BOUCHERIES TRADITIONNELLES***1. OBJECTIF**

Le secteur de la boucherie traditionnelle est un secteur important. Cependant, il connaît des difficultés depuis quelques années.

Cette action doit permettre de soutenir l'effort de modernisation et de restructuration des boucheries traditionnelles.

2. MOYEN RETENU

Il s'agit d'une aide forfaitaire pour une mise aux normes de l'équipement des boucheries. Elle vise à l'acquisition de :

- vitrines réfrigérées,
- billots,
- petits matériels (scies, couteaux ...)
- balances.

L'aide sera de 24 000,00 F par boucherie et ne pourra dépasser 50 % du coût de l'acquisition du matériel.

En cas de cessation d'activité du bénéficiaire de l'aide ou de cession par celui-ci du bien subventionné, dans un délai de cinq ans à compter de la date de la signature de l'engagement du boucher sur le présent cahier des charges, la reprise par un autre organisme des immobilisations subventionnées et de ses activités est soumise à l'accord préalable du directeur de l'ODEADOM.

Lorsque les aides reçues ont acquis un caractère de subvention, le remboursement à l'ODEADOM peut être exigé au prorata de la durée d'amortissement restant à courir ; au delà de cette durée, la subvention est acquise de plein droit.

3. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires de l'aide sont les bouchers inscrits régulièrement au répertoire des métiers de la Martinique (Chambre des métiers) et exerçant effectivement une activité.

4. ENGAGEMENT DU BOUCHER

Le boucher s'engage à :

- certifier son inscription au répertoire des métiers de la Martinique,
- respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de soutien et de développement des filières de l'élevage et du lait pour l'année 1999,

- rembourser l'aide en cas de non respect des dispositions du cahier des charges,
- respecter les règles sanitaires et d'hygiène, les règles d'étiquetage et de signalisation de la viande,
- s'approvisionner exclusivement auprès des structures de production des viandes locales abattues dans les abattoirs du circuit organisé.

5. MODALITES DE CONTROLE ET DE SUIVI

La commission d'attribution et de suivi de l'AMIV, composée de membres de l'AMIV désignés en assemblée générale, d'un représentant de la Direction de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAF), est chargée de :

recenser les boucheries susceptibles de recevoir l'aide,
 vérifier l'éligibilité des dépenses liées à l'équipement,
 suivre le déroulement de chaque opération,
 effectuer tous les contrôles nécessaires.

La commission recueillera les avis des techniciens spécialisés dans le secteur de la boucherie (Chambre des métiers de la Martinique ou tout autre organisme qualifié)

ENGAGEMENT DU BOUCHER

Je soussigné

Boucher à

Domicilié à

➤ demande l'attribution par l'AMIV de l'aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles, prévue dans le cadre du POSEIDOM en application de l'article 9bis (règlement Conseil CE 3763/91 modifié 2598/95) ;

➤ certifie être inscrit au Répertoire des métiers de la Martinique sous le N°

➤ m'engage à :

- * respecter les dispositions prévues au cahier des charges élaboré dans le cadre du programme de soutien et de développement des filières de l'élevage et du lait pour l'année 2000,
- * rembourser l'aide en cas de non respect des dispositions du cahier des charges,
- * respecter les règles sanitaires et d'hygiène, les règles d'étiquetage et de signalisation de la viande,
- * m'approvisionner exclusivement auprès des structures de production des viandes locales abattues dans les abattoirs du circuit organisé.

Fait à

Le2000

Signature

S O M M A I R E

	Pages
1. CHAMP D'APPLICATION	2
2. MODALITES GENERALES ET FINANCIERES	3
3. MODALITES PARTICULIERES...	4
3.1 FILIERE RUMINANTS	
3.1.1 Aide forfaitaire aux exploitations productrices de bovin-viande	4
3.1.2 Aide forfaitaire aux exploitations bovin-lait	6
3.1.3 Aide forfaitaire aux exploitations productrices d'ovins-caprins	8
3.1.4 Aide au transport, à la collecte et à l'allotement	10
3.1.5 Aide à l'insémination artificielle bovine	12
3.2 FILIERES HORS-SOL	
3.2.1 Aide forfaitaire aux exploitations porcines	12
3.2.2 Aide forfaitaire aux exploitations productrices de lapins	15
3.2.3 Aide à l'amélioration de la qualité des volailles	17
3.2.4 Aide au transport et à la collecte	18
3.3 ACTIONS INTERSECTORIELLES	
3.3.1 Actions pupli-promotionnelles	20
3.3.2 Aide à la consommation de produits frais par les collectivités	20
3.3.3 Aide à la découpe : bovins, porcins et volailles	21
3.3.4 Aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles	22
3.3.5 Etudes	
3.3.5.1 Mise en place d'un observatoire de la consommation	22
3.3.5.2 Secteur porcin	23
3.3.5.3 Secteur volaille	23
3.3.6 Formations spécifiques	
3.3.6.1 Formation du personnel	24
3.3.6.2 Formation des éleveurs	25
3.3.7 Animation et gestion du programme	26
4. PROCEDURES	27
5. PAIEMENT ET REVERSEMENT DES AIDES	27
6. CONTROLES	28
7. LISTE DES ANNEXES	30
I. Programme approuvé pour 2000 (31 pages)	31
I bis. Décision de la Commission européenne du 22/12/98 (10 pages)	32
II. Récapitulatif prévisionnel global des enveloppes financières éligibles par action.	33
II bis Fiche financière	35
III. Cahier de charges, barème et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide forfaitaire aux exploitations bovin-viande	37
IV. Cahier de charges, barème et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide forfaitaire aux exploitations bovin-lait	46
V. Cahier de charges, barème et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide forfaitaire aux exploitations ovin-caprin	53
VI. Cahier de charges, barème et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide forfaitaire aux exploitations porcines	62
VII. Cahier de charges, barème et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide forfaitaire aux exploitations productrices de lapins	72
VIII. Cahier de charges et modèle d'engagement des producteurs pour l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles	83
IX. Contrat type d'action publipromotionnelle	93
X. Cahier des charges et modèle d'engagement des bouchers pour l'aide à la mise aux normes des boucheries traditionnelles	96
XI. Instruction DPEI relative aux contrôles (DAF et ODEADOM) – (5 pages)	100